Republique Democratique du Congo

CAADP

Revue post-compact du PDDAA



Rapport pays

Kinshasa, le 21 mai 2013

**SOMMAIRE**

Resume analytique 03

1. [Introduction 09](#bookmark12)
2. [Contexte de la revue 11](#bookmark14)
3. [Les composantes, la methodologie, les criteres et les outils de la revue 12](#bookmark16)
4. Revue CUA / NEPAD du Plan d’Investissement de la Republique Democratique du Congo 13

[Composante 1: Alignement avec la vision, les principes et les elements de Strategie du PDDAA 13](#bookmark4)

Composante 2: Coherence avec les objectifs a long-terme de croissance et de reduction de pauvrete.17

Composante 3: Viabilite technique des elements de programme 20

[Composante 4: Alignement avec les engagements du pays 34](#bookmark8)

[Composante 5: Realisme de l’operationnalisation 36](#bookmark10)

[Conclusion generale de la revue et recommandations 39](#bookmark128)

**Annexe 1: Guide du PDDAA post-Compact**

**Annexe 2: Modele de feuille de route post-revue**

Resume des principales conclusions de la revue sur le PNIA de la Republique Democratique du Congo

Le Programme Detaille pour le Developpement de l’Agriculture en Afrique (PDDAA), en tant que programme de l’Union Africaine dans le cadre de son Nouveau Partenariat pour le Developpement de l’Afrique (NEPAD), represente un programme ambitieux de relance de la croissance du secteur agricole. Il constitue le moteur de la transformation economique et de la realisation de l’Objectif du Millenaire pour le Developpement (OMD) relatif a la reduction de la pauvrete de moitie a l’horizon 2015. Le PDDAa cherche a aider les gouvernements africains a preparer des strategies et plans d’investissement de qualite, a assurer des environnements de politiques sectorielles favorables a la mise en reuvre des plans, et a traduire ces plans en programmes efficaces a meme de stimuler la croissance et de reduire la pauvrete.

Dans le cadre de l’agenda du PDDAA, le COMESA est entrain d’elaborer un Pacte regional qui dispose deja d’une feuille de route suite a la rencontre d’Octobre 2012. Par ailleurs, le COMESA en collaboration avec la SADC et l’EAC, est entrain d’elaborer une Politique Agricole Regionale (Tripartite Agreement), qui va couvrir les 26 pays membres de ces trois Communautes Economiques Regionales. Ce cadre regional souhaite federer les differentes actions au niveau national et par principe de subsidiarite se focaliser sur les aspects transnationaux.

Le processus PDDAA est bien lance dans l’espace COMESA, qui compte dix neuf (19) pays membres. Aussi, la mise en reuvre du processus PDDAA a deja permis d’organiser des tables rondes avec signature des pactes definissant leurs objectifs strategiques, actions prioritaires et modalites de partenariat. Ces pays ont egalement elabore des programmes d’investissement detailles qui specifient les activites et le besoin de financement permettant de realiser les objectifs du PDDAA aussi bien au niveau regional que national. La situation d’ensemble se presente ainsi :

* 16 pays membres qui ont deja lance le processus au niveau national, seules l’Egypte, la Lybie et

l’Ile Maurice accusent un retard en raison notamment du contexte sociopolitique interne ;

* 12 pays qui ont deja signe leur compact ;
* 4 pays sont entrain de finaliser leur plan d’investissement ;
* 8 pays ont deja eu une revue technique independante de leur Plan d’investissement
* 6 pays ont organise une reunion d’affaire (High Level Business Meeting) ;
* 4 pays ont beneficie du financement du GAFSP (Malawi, Burundi, Ethiopie, Rwanda).

La revue technique post-compact est une etape critique dans la mise en reuvre operationnelle des Chartes PDDAA et des plans d’investissement nationaux et du plan d’investissement regional. Le but de la revue est d’aider a ameliorer la qualite des PNIA afin d’assurer que toutes les mesures necessaires et possibles sont prises pour realiser les objectifs et les cibles tels que fixes dans le plan et definis dans l’agenda du COMESA. La revue devrait etre percue et abordee comme un exercice devant faciliter une mise en reuvre reussie de la strategie retenue.

Le PNIA s’aligne correctement sur les buts, les objectifs et la vision du PDDAA. La mission CUA/NEPAD de Revue Technique Independante felicite le Gouvernement de la Republique Democratique du Congo pour la qualite de la preparation de ce Plan National d’investissement Agricole (PNIA). **Ce Plan National d’investissement Agricole merite d’etre soutenu**.



***Principaux resultats de la revue technique independante CUA/NEPAD***

Le Programme National d’Investissement Agricole de la Republique Democratique du Congo (RDC) dresse un apercu global de l’economie, la structure et la performance du secteur agricole et fournit une feuille de route pour la realisation de la vision pour le secteur agricole. Le PNIA est un plan strategique couvrant la periode 2013-2020, qui fait ressortir les couts et les activites necessaires pour l’atteinte des objectifs de croissance agricole et de reduction de la pauvrete. La mise en reuvre de ce programme va requerir un environnement favorable, des capacites, des services et des partenariats. Cette revue fournit des eclairages et des recommandations qui peuvent contribuer a la realisation dudit programme.

1. Alignement avec la vision, les principes et les elements de strategie du PDDAA

Avec un investissement public prevu de 10% du budget de l’Etat dans le secteur agricole contre un niveau actuel de 2,5 a 5% en tenant compte ou non de l’ensemble des Ministeres et Agences du Sect eur Rural, le Programme National d’Investissement Agricole de la RDC est susceptible de generer une croissance agricole soutenue. Le PNIA s’aligne parfaitement sur la vision, les principes et les elements de la Strategie du PDDAA. Toutefois, cette croissance n’occasionnera certainement pas une reduction de pauvrete de 50% a l’horizon 2015 par rapport a son niveau de 1990 au lancement des Objectifs du Millenaire pour le Developpement ou de 2005, situation de reference retenue. Les resultats du modele de la RDC prevoient une incidence de la pauvrete au niveau national de 52,39% en 2013, correspondant respectivement a 51,45% d'incidence de la pauvrete rurale et 54,99% d'incidence de la pauvrete urbaine. Avec la mise en reuvre du PNIA, l’incidence de la pauvrete serait de 39.02% en 2015 et 20.93% en 2020 ; l’OMD N°1 serait atteint en 2016.

Le processus d’elaboration du PNIA de la Republique Democratique du Congo a pris en compte ce principe en impliquant de facon effective la participation des Institutions Publiques, des Ministeres Sectoriels, des Instituts de Recherche, des Organisations de producteurs, de la Societe Civile, du Secteur Prive et des Partenaires Techniques et Financiers. Au-dela de la participation de ces differents groupes d’acteurs au processus de formulation du Programme National d’Investissement Agricole, des liens intersectoriels ont ete etablis notamment au niveau de la collaboration interministerielle entre le Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural (MINAGRIDER) et les autres Departements Techniques Ministeriels.

La mise en reuvre du PNIA aura des implications pour les politiques publiques de developpement agricole et rural a travers notamment une reforme institutionnelle du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural et la mise en reuvre d’un programme de renforcement des capacites de MINAGRIDER et de l’ensemble des acteurs. Toutefois, la mise en reuvre du PNIA devrait egalement se traduire par des reformes de la politique du Gouvernement de la RDC en matiere d’inclusion du genre, de gestion des ressources naturelles, de l’environnement et d’adaptation aux changements climatiques, mais egalement une clarification de la politique fonciere. Tout en marquant son accord sur la priorite accordee au developpement des filieres et a l’agrobusiness, la Revue Technique suggere au Gouvernement de la RDC de considerer le developpement des infrastructures rurales, notamment pour la maitrise de l’eau, l’energie en milieu rural pour y developper des activites economiques et de transport (pistes et bacs) pour le desenclavement des zones de production, comme un programme transversal a part entiere pour soutenir le developpement des filieres et de l’agrobusiness.

1. Coherence avec les objectifs a long-terme de croissance et de reduction de la pauvrete

Si le Plan National d’Investissement Agricole est effectivement mis en reuvre et que l’objectif de reduction de la pauvrete de moitie a l’horizon 2015 est considere, le pays pourra realiser a l’horizon 2020, une croissance de PIB d’au moins 8.21% pour le secteur agricole, 9.56% pour l’industrie et 8.69% pour les services ce qui entrainerait une augmentation d’au moins 8.92% de PIB global. Avec ces taux de croissance, le niveau de pauvrete est reduit de 47.02% a 39.02% entre 2013 et 2015, pour atteindre 20.93% en 2020. Ainsi, l’objectif de reduction de la pauvrete a l’horizon 2015, ne sera atteint qu’en 2016 soit apres un an de retard. Comparativement a la periode pre compact, ces taux sont nettement superieurs pour le PIB global 8.7%, 9% et 8.6% respectivement pour les PIB de l’industrie et des services. Il est donc evident qu’il faudrait une acceleration de la croissance tant au niveau sectoriel que global.



Dans I’ensemble, la croissance du secteur agricole a ete essentiellement influencee par une augmentation des rendements des certaines cultures lesquels ont eu un impact significatif sur la production sectorielle des cereales, des tubercules et des produits industriels qui par essence sont des produits d’exportation. Cependant, comparativement a la periode pre compact, les augmentations de rendements sont de l’ordre de 3.5%, 1.22%, 2.71%, 2.63% et 4.86% contre 2.7%, 2.5%, 3.2%, 3% et 6.5% respectivement pour le mais, le riz, le manioc, la banane Plantin et les cultures industrielles affectant ainsi les projections anterieures sur la production de ces cultures.

Le niveau de depenses budgetaires allouees au secteur agricole est loin d’atteindre l’objectif retenu dans le cadre de PDDAA, d’une allocation d’au moins 10% au cours de la periode 2013 - 2020. En effet, cette part se situerait a 9.01% a l’horizon 2020 si le PNIA est effectivement mis en reuvre et que le scenario de l’objectif OMD-1 est vise contre 6.09% pour le scenario alternatif. Le gouvernement devrait accroitre davantage le niveau de depenses budgetaires allouees a ce secteur s’il voudrait atteindre les objectifs fixes dans le cadre du PNIA.

1. **Integration des bonnes pratiques dans les activites du PNIA**

***Gestion durable des terres et des ressources en eau***

Le PNIA de la RDC couvre l’ensemble du secteur rural en prenant en compte les aspects transversaux du PDDAA, notamment l’Elevage, la Peche et la Foresterie, mais aussi l’adaptation aux changements climatiques. Dans le souci d’un developpement durable des productions agricoles, le PNIA met en exergue la gestion durable des terres et aborde egalement la question de protection de l’environnement. Le pays dispose d’un reseau hydrographique dense et d’une abondance de ressources halieutiques tres diversifiees. Le plan a travers les sous programmes 1 et 2 fait de la maitrise de l’eau une composante importante dans le processus d’amelioration durable de la production agricole. Le potentiel du pays en terres irrigables est important.

Cependant les elements de details fournis ne permettent pas d’apprecier suffisamment les objectifs chiffres a atteindre. Le document soumis ne fournit pas des donnees indicatives en relation a la gestion durable des ressources naturelles (terres, eaux, forets, et animaux) : qualite et nombre de personnes a former ; mode d’acces des producteurs et des communautes aux equipements et intrants agricoles ; etat et capacite actuels des ecoles de formation. Un listing des activites a entreprendre est certes donne, mais on voit peu comment se fera la mise en reuvre ces activites. De facon generale, les activites ne sont pas detaillees, ce qui ne permet pas d’apprecier les indicateurs chiffres a atteindre, encore moins la faisabilite des activites et leur efficience. Bien que le Congo soit confronte a un regime foncier dualiste (juridique et traditionnel), le plan n’aborde pas suffisamment la question de la gestion durable des terres dans le sous- programme consacre a la gouvernance.

***Developpement des marches et des capacites commercials***

Dans le Plan National d’Investissement Agricole, la RDC affiche une ferme volonte de transformer son agriculture, pour passer d’une agriculture de subsistance a une agriculture commerciale, a travers notamment l’amelioration de la competitivite et la diversification des cultures vivrieres et d’exportation. Le programme prend en compte les priorites du pays pour le developpement des speculations destinees au marche local et a l'exportation. Un accent particulier a ete mis sur le developpement des filieres vegetales, animales et halieutiques, la creation de pole d’entreprises agricoles et l’amelioration des normes et du controle de la qualite des produits agricoles pour ameliorer la balance commerciale du pays et garantir des revenus monetaires aux producteurs. Quant a l’Etat, il garantira un cadre fiscal incitatif a l'investissement, a la production, a la commercialisation et a l'exportation.

Cependant, en raison d’un retard considerable de realisation et d’entretien d’infrastructures de base (pistes et bacs notamment pour le desenclavement des zones de production), un accent particulier a ete mis sur le developpement des infrastructures notamment hydro-agricoles, de conservation et de transport.



Ce volet infrastructures rurales concerne la mobilisation et la maitrise de I’eau a travers les infrastructures hydro-agricoles, le desenclavement des zones de production avec la creation de nouvelles pistes et la rehabilitation et/ou consolidation des pistes existantes et le developpement des infrastructures commerciales (construction et la rehabilitation de magasins de stockage, conditionnement et conservation, construction et la rehabilitation des infrastructures de transformation et de commercialisation des produits agricoles, la construction de marches modernes).

La RDC a adopte l’approche filiere a travers l’elaboration et la mise en reuvre des strategies de

developpement des filieres agricoles, animales et halieutiques. Les activites les plus ciblees concernent le

developpement de la recherche agricole, du conseil agricole et rural, de l’amelioration des circuits et

conditions de commercialisation et du renforcement des capacites des acteurs. Le plan d’investissement de la RDC comporte un important volet de developpement de systemes financiers ruraux a travers

l’amelioration de l’acces des ruraux au credit et le developpement de la micro-finance en milieu rural. Le Gouvernement de la RDC demontre, dans le plan d’investissement agricole, une reelle volonte de renforcer et d’aider a la structuration des Organisations Socio - Professionnelles. Cette volonte s’est traduite par un engagement ferme de decentraliser la mise en reuvre du Plan National d’Investissement Agricole a l’effet d’ameliorer la gestion du secteur agricole a la base (niveau provincial avec les PPIA).

***Securite alimentaire et nutritionnelle des couches vulnerables***

Le Plan presente aborde bien dans son programme N° 2 les principes du Cadre de Securite Alimentaire en Afrique (CSAA), a savoir le ciblage d’un acces physique et economique a une nourriture suffisante, saine et nutritive permettant aux populations vulnerables de satisfaire leurs besoins energetiques et leurs preferences alimentaires pour mener une vie saine et active. Des sous-programmes en relation avec la disponibilite des ressources alimentaires, leur valeur nutritionnelle, l’acces au marche, les systemes d’alerte et la gestion des ressources naturelles sont en effet developpes dans ce programme. L’accent est bien mis sur les plus pauvres et vulnerables.

Cependant, le sous-programme dedie devrait partir d’une identification et quantification des populations vulnerables. De plus, aucune priorisation des actions, aucun mecanisme de mise en reuvre, et encore moins de programme integre d’intervention n’est developpe de facon explicite. Des chiffres sur les couts des activites sont presentes ; mais il manque des details specifiques sur les relations avec les projets en cours, et sur la disponibilite variee des fonds mobilisables, pourtant reelle dans le pays souvent en proie a des conflits sociaux. Bien que les differentes composantes soient evoquees, comme la mise en place d’un reseau d’information, du flou reste sur les mecanismes de transfert des surplus de production des zones excedentaires vers les zones deficitaires, sur le developpement des infrastructures d’entreposage, sur le cadre reglementaire d’echanges de biens et de services developpes dans les autres programmes du plan. Les maladies courantes tels le VIH/SIDA ou le paludisme bien presentes dans le pays et handicapant la production agricole ne sont pas explicitement evoquees dans ce plan.

***Recherche, generation de technologies et dissemination***

Le PNIA de la RDC aborde les principaux aspects des trois elements du Cadre pour la Productivite Agricole en Afrique (FAAP). Ce Cadre traite des defis presentes par le Pilier 1V et cherche a renforcer les systemes de connaissances agricoles capables de fournir des technologies durables et rentables qui seront largement adoptees par les cultivateurs et meneront a la croissance agricole durable. Les trois elements sont : 1) L’Evolution et Reforme des Institutions et Services Agricoles ; 2) Le renforcement des Investissements consacres a la Productivite Agricole ; 3) L’Appui Financier Aligne et Coordonne.

La recherche agronomique en RDC est du ressort de l’INERA, qui travaille sous la tutelle du Ministere de l’Enseignement Superieur, Universitaire et de la Recherche Scientifique. A l’instar d’autres services etatiques, l’INERA a connu ces dernieres annees des difficultes de fonctionnement du fait de la faiblesse des ressources accordees par le Gouvernement.

Ce manque de ressources financieres et materielles a reduit sa capacite de generation technologique et a accelere le depart des chercheurs vers d’autres opportunites. Au final, suite a la precarite des ressources humaines et financieres, bon nombre de ses programmes de recherche sont au ralenti ou arretes. De maniere globale, ce programme vise a relancer les activites de recherche en vue de generer et de diffuser des technologies pour l’amelioration de la productivity dans une logique de developpement durable. Conscient de l’importance de la recherche dans le developpement agricole de la RDC, environ 13% du budget du PNIA lui sont consacres, ce qui est louable.

L’accent doit etre mis sur une plus grande participation des producteurs y compris les organisations / associations et des collectivites dans l’elaboration des politiques, l’etablissement des priorites, la mise en reuvre et le suivi-evaluation des activites de recherche. Le mode d’intervention des services de vulgarisation doit etre fonde sur le principe de partenariat tenant compte du savoir endogene du producteur au lieu de la prescription traditionnelle descendante du vulgarisateur vers le paysan : il doit y avoir un veritable processus d’apprentissage reciproque. Le volet sur la gouvernance agricole (sous- programme 4) doit clairement integrer ce paradigme d’approche consacrant l’institution d’equipes mixtes integrant chercheurs et vulgarisateurs qui devront travailler en synergie avec les producteurs en priorisant les problemes effectifs identifies dans les exploitations de ces derniers.

1. Alignement avec les engagements du pays

La Republique Democratique du Congo accorde une large priorite au developpement des filieres agricoles et a l’agrobusiness. Une priorite absolue est accordee a juste titre a la stabilisation et l’accroissement des sources de revenus des menages pour leur permettre d’investir dans la croissance de la production et la productivite agricoles. Ainsi, les Partenaires Techniques et Financiers du secteur rural de la RDC (PTF) participent actuellement au financement de plusieurs projets de developpement agricole qui entrent en droite ligne avec les sous - programmes du PNIA. Les montants alloues a ces projets et programmes ont ete capitalises dans la budgetisation du PNIA et representent les montants acquis. Cet exercice, qui demontre une bonne synergie entre le PNIA et les projets et programmes en cours, devrait etre reactualise avec la base de donnees des PTF sur les engagements en cours et les projets d’assistance au pays. Sur un budget previsionnel de **5 730,8 millions de $ US**, les engagements actuels des Partenaires Techniques et Financiers ne representent que 15% dudit budget, degageant ainsi un gap d’environ 85% des besoins de financement du PNIA.

Le PNIA traite tres peu des questions liees a l’acces aux marches regionaux, a la facilitation du commerce et a la politique commerciale. Le lien avec le Programme Regional d’Investissement Agricole et de Securite Alimentaire du COMESA, l’Accord Tripartite COMESA - SADC - EAC qui va couvrir les 26 pays membres de ces trois Organisations Inter - Gouvernementales, sans oublier le Programme Regional de la CEEAC et de la SADC et les attentes du pays par rapport a ces cadres regionaux ne sont pas explicites dans le PNIA. C’est egalement le cas de l’impact qu’elle espere de l’integration regionale en termes de desenclavement, de commerce, d’innovation, de croissance et de reduction de la pauvrete. Durant la premiere phase de mise en reuvre du PNIA, il n’est pas envisage de lever les barrieres non tarifaires au commerce regional, la facilitation de la libre circulation des personnes et des biens et les entraves reglementaires et techniques aux transferts d'argent au sein de la sous-region COMESA.

La mise en reuvre du PNIA aura des implications pour les politiques publiques de developpement agricole et rural a travers notamment plusieurs reformes envisagees (i) la restructuration du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural et notamment les Services Deconcentres de l’Etat vu la volonte de decentraliser la mise en reuvre du PNIA, (ii) la politique du Gouvernement en matiere d’inclusion du genre, (iii) la gestion des ressources naturelles, l’environnement et l’adaptation aux changements climatiques, (iv) la Politique Fonciere et (v) la Politique Commerciale de la RDC, membres de trois Communautes Economiques Regionales (COMESA, CEEAC et SADC).

1. Realisme de I’operationnalisation

La mise en reuvre du PNIA repose sur un dispositif de coordination au niveau national avec le Comite de Pilotage et le Comite Technique et au niveau de chaque Province des Comites Provinciaux de Pilotage. Le Comite National de Pilotage sera preside par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et reunira tous les Ministeres Techniques impliques dans l’execution du PNIA. Le Chef de file des PTF, ainsi que les Presidents des faitieres des Organisations Paysannes siegeront dans ledit Comite. La revue technique independante salue l’effort des Autorites de la RDC d’impliquer tous les groupes d’acteurs au niveau le plus eleve possible de Coordination et de mise en reuvre. A I’effet de mieux materialiser le caractere decentralise de la mise en reuvre du PNIA, des Comites Provinciaux de Pilotage (CPP), places sous l’autorite du Ministre Provincial en charge de l’Agriculture et du Developpement Rural, avec pour mission generale d’orientation strategique et de pilotage technique des Plans Provinciaux d’Investissement Agricoles (PPIA).

Le PNIA revele que d’une maniere generale, les structures du MINAGRIDER sont confrontees a des problemes d’insuffisance en ressources humaines, de competences techniques et capacites d’intervention, et d’obsolescence et/ou absence de normes et de procedures d’intervention. La reussite de la mise en reuvre du Programme dependra en grande partie des dispositions qui seront prises pour corriger ces insuffisances. Bien que le PNIA precise les besoins en renforcement des ressources humaines et des capacites techniques des structures chargees de son pilotage et de sa mise en reuvre, une evaluation institutionnelle du secteur rural est necessaire. L’objectif global de cette evaluation institutionnelle est de contribuer a la mise en reuvre du PNIA, au travers d’une meilleure adequation de l’administration du secteur rural aux processus de decentralisation, deconcentration et devolution de certaines missions de service public a des acteurs non etatiques.

Le financement actuellement disponible pour le PNIA ne represente que 15% des besoins de financement. Pour rappel, le budget total du PNIA est de 5 730,8 millions de Dollars US, soit en moyenne 716,35 millions de Dollars US par an. A titre de comparaison, entre 2010 et 2013, les investissements totaux au profit du secteur agricole ont varie entre 115 et 300 millions de dollars US ; le budget du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural entre 6 et 26 millions de dollars US et la contribution des PTF entre 26 et 232 millions de dollars US. Ainsi, le financement requis pour la mise en reuvre du PNIA represente une augmentation substantielle du budget de l’agriculture comprenant le budget du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural et les financements des PTF des projets et programmes agricoles. Cependant, en raison du gap important de financement du Programme National d’Investissement Agricole de la Republique Democratique du Congo, il faudrait envisager d’interesser davantage les Bailleurs de Fonds traditionnels au financement dudit programme, chercher de nouveaux partenaires strategiques et mieux evaluer la contribution reelle de l’ensemble des acteurs avant l’organisation de la reunion d’affaire sur le PNIA (Business Meeting).

Le Programme d’Investissement stipule que les ressources publiques allouees a l’Agriculture ont rarement depasse 3% du budget de la RDC au cours des dernieres annees, mais il faudrait la combinaison des budgets des Ministeres et Agences Specialisees dans le Developpement Rural pour avoir une indication plus precise de la part du budget national alloue au secteur agricole et rural. Le dispositif institutionnel prevu pour la mise en reuvre du Programme National d’Investissement Agricole devrait permettre de limiter les insuffisances en matiere de gestion des ressources publiques liees au manque de coordination des interventions dans le secteur entre les Ministeres et les autres acteurs. De meme, l’approche adoptee pour le pilotage et la mise en reuvre devra permettre d’ameliorer la gestion des ressources publiques. En effet, le PNIA sera mis en reuvre dans une approche projet avec des procedures specifiques de chaque bailleur de fonds. Le defi sera de s’accorder sur des mecanismes de financement et de decaissement complementaires qui i) garantissent une gestion fiduciaire de qualite, ii) facilitent une fluidite des decaissements des differentes sources, iii) soient acceptables par les differentes parties et donc compatibles avec leurs procedures specifiques.



1. Introduction

Cette section resume les resultats de la revue de la CUA-NEPAD du Programme National d’Investissement Agricole de la Republique Democratique du Congo. Les principaux documents utilises pour la revue sont :

^ Le Plan National d’Investissement Agricole (2013 - 2020), Avril 2013 ;

* la charte PDDAA de la RDC signee le 17 mars 2011 ;
* le Document de Strategie de Croissance et de Reduction de la Pauvrete (DSCRP 2)
* la Note de Politique Agricole du Gouvernement, Novembre 2009 ;
* la Strategie Sectorielle de l’Agriculture et du Developpement Rural (SSADR) adoptee en Avril 2010 ;
* les breves et les brochures.

Le rapport de revue met l’accent sur le degre d’alignement aux principes et documents cadres du PDDAA (Guide du PDDAA, cadre des piliers et le cadre de suivi - evaluation propose) et formule des recommandations d’ameliorations, qui pourraient contribuer a la realisation des objectifs du PDDAA en Republique Democratique du Congo.

Le PNIA dresse un apercu global de l’economie, la structure et la performance du secteur agricole et fournit une feuille de route pour la realisation de la vision pour le secteur agricole. Le PNIA est un plan d’investissement couvrant la periode 2013-2020, qui fait ressortir les couts et les activites necessaires pour l’atteinte de son objectif global d’assurance d’une securite alimentaire durable dans le cadre regional, l’assistance aux groupes vulnerables et la creation de nouvelles sources de croissance agricole. Le Programme National d’Investissement Agricole est articule autour des axes prioritaires suivants :

* Promouvoir durablement les filieres agricoles et developper l’agri business afin d’ameliorer les revenus des paysans et des autres operateurs du secteur ;
* Ameliorer la gestion de la securite alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des reserves strategiques ;
* Developper et diffuser les produits de la recherche aupres des utilisateurs ;
* Ameliorer la gouvernance agricole, promouvoir l’integration de l’approche genre et renforcer les capacites humaines et institutionnelles ;
* Reduire la vulnerabilite du secteur agricole face aux changements climatiques.

Le Programme Detaille pour le Developpement de l’Agriculture Africaine (PDDAA) a ete adopte par les chefs d’Etat et de Gouvernements africains lors du Sommet de Maputo (Mozambique) tenu en 2003. Il etait alors question de definir des strategies pour transformer l’agriculture africaine et combattre de facon durable la pauvrete et l’insecurite alimentaire. Le PDDAA annonce une ere nouvelle dans le developpement international et est non seulement en train de transformer le secteur agricole largement neglige jusqu’ici, mais encore de creer des partenariats uniques et novateurs en matiere de developpement agricole. Les plans d’investissement detailles et inclusifs emanent de :



1. la formulation interministerielle de strategies intersectorielles et de plans d’investissement qui

sont formulas par les pays eux-memes ;

1. l’implication du Secteur Prive, de la Societe Civile et des Organisations de Producteurs dans

^identification des priorites pour une croissance economique basee sur l’agriculture ;

1. la mobilisation d’une expertise technique de I’ensemble du Continent pour l’etablissement de

cadres de politiques, de guides et d’outils de mise en reuvre qui fournissent une base sure et vont orienter une gestion axee sur les resultats ;

1. le rassemblement des partenaires au developpement et des agences de cooperation bi et

multilaterale dans le dialogue et la planification.

Le PDDAA est un programme de transformation sociale ayant une tres grande influence sur la transformation de l’architecture de l’aide au developpement et de la planification strategique. Le PDDAA offre de nombreuses opportunites de creation de valeur car il apporte un soutien a l’elaboration de plans detailles d’investissement agricole s’accompagnant de systemes comparables de suivi - evaluation, de revues independantes des aspects politiques, techniques et financiers des plans, de revues par les pairs et de renforcement de capacites. L’approche PDDAA gagne du terrain en creant une pression positive des pairs entre les gouvernements africains pour l’elaboration des strategies et des plans d’investissement de qualite, la creation d’un environnement propice a la mise en reuvre des plans et la transformation de ces plans en programmes a meme de stimuler la croissance et de reduire la pauvrete de facon efficace.

En continuite d’un processus ayant implique toutes les parties prenantes de la region, le COMESA, charge de coordonner la mise en reuvre du PDDAA au niveau regional (Afrique Orientale et Australe), est en train d’elaborer son Pacte Regional en plus de l’Accord Tripartite (Tripartite Agreement) signe avec la SADC et l’EAC. L’ambition de l’Accord Tripartite est d’assurer la securite alimentaire d’une population amenee a doubler a l’horizon 2030 en s’appuyant prioritairement sur le potentiel de production et d’echanges de la region, la coordination et l’harmonisation accrue de la mise en reuvre du PDDAA. Cette Politique Agricole Commune vise a garantir que l'agriculture soit non seulement productive et competitive sur les marches regionaux et internationaux, mais assure egalement la securite alimentaire et constitue une source de revenus decents pour les producteurs. Il entend mettre l’accent sur la productivite agricole et sur la creation de valeur ajoutee a travers notamment la promotion de l’approche chaine de valeur agr icole.

Les Programmes Nationaux d’Investissement Agricole (PNIA) mettent l'accent sur les quatre piliers du PDDAA:

**? Pilier I : Gestion durable des terres et des ressources en eau ;**

**? Pilier II : Developpement des marches et des capacites commerciales ;**

**’ Pilier III : Securite alimentaire et nutritionnelle des couches vulnerables ;**

**’ Pilier IV : Recherche, generation de technologies et dissemination.**

Les resultats de ces plans ont ete valides et les modalites de leur application sont contenues dans les pactes signes entre les partenaires techniques et financiers, les acteurs de la societe civile et les organisations socioprofessionnelles lors de tables-rondes nationales sur le financement de l'agriculture.

Ce rapport fournit des informations et recommandations de la Revue Technique Independante de la CUA / NEPAD du Programme National d’Investissement Agricole (PNIA) de la Republique Democratique du Congo. Le rapport porte essentiellement sur la coherence avec les principes et cadres du PDDAA tels que definis dans les guides du PDDAA et cadres strategiques des Piliers. Les questions fondamentales qui ont ete posees lors de la revue du programme figurent dans le guide de mise en reuvre du PDDAA, dans le guide de revue post - compact et dans le guide inter-piliers pour la mise en reuvre du PDDAA lui-meme base sur les



documents plus detailles intitules cadres strategiques des piliers et les documents d’accompagnement sur l’elevage, la peche, la foresterie, l’environnement, les changements climatiques et l’approche genre.

La revue salue les efforts de la RDC dans l’elaboration d’un plan detaille pour lutter contre la pauvrete rurale, la faim et repondre aux besoins nutritionnels de ses populations dans le contexte du PDDAA. La presente revue propose des domaines a considerer pour le renforcement du PNIA afin qu’ils contribuent plus efficacement a la realisation des objectifs du PDDAA et ameliorent leur impact dans le pays.

1. Contexte de la revue

Le COMESA et ses dix neuf Etats membres ont joue un role preponderant dans la promotion du Programme Detaille pour le Developpement de l’Agriculture Africaine (PDDAA), une initiative du Nouveau Partenariat pour le Developpement de l’Afrique (NEPAD) qui est un programme de l’Union Africaine. En vertu des compacts deja signes par les pays membres, les Etats s’engagent a faire un effort pour atteindre, voire depasser, le seuil de 10% du budget national alloue au developpement agricole, afin d’atteindre un taux de croissance agricole d’au moins 6% par an. Apres la signature de leurs strategies, les pays ont elabore leurs Plans Nationaux d'Investissement Agricole dans le cadre du PDDAA. Les plans d'investissement sont alors soumis a l'examen technique mene par la Commission de l’Union Africaine (CUA), l’Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (APCN), et le COMESA. Cette revue technique post - compact est une etape critique dans la mise en reuvre operationnelle des strategies par pays et des plans d'investissement.

L'objectif principal est d'evaluer collectivement :

1. la probabilite pour les programmes d'investissement de realiser la croissance et les perspectives de reduction de la pauvrete enoncees dans les differents scenarios en fonction des strategies choisies et resumees dans les breves et brochures des differents pays ;
2. l'utilisation dans la conception des programmes d'investissement ci-dessus des meilleures pratiques et d'autres conseils techniques identifies dans les documents cadres des piliers du PDDAA ;
3. le realisme technique (alignement des ressources sur les resultats) et l'adequation des arrangements institutionnels developpes dans les programmes ;
4. l'integration des principes du PDDAA a savoir une revue et un dialogue inclusifs ;
5. la coherence avec les principes budgetaires et les engagements en matiere d'aide au developpement convenus dans le Pacte ;
6. l'adequation des arrangements institutionnels pour une mise en reuvre efficace et efficiente, y compris les outils de partage de l'information et des connaissances, le suivi - evaluation et l'evaluation continue et l'apprentissage ;
7. la pertinence et la coherence entre les politiques, les modalites d'execution et de mise en reuvre et les domaines d’investissement, les priorites ou les objectifs du programme ;
8. la pertinence et la faisabilite des indicateurs d'impacts et la repartition des roles et responsabilites ;
9. l'etendue et la qualite du dialogue, la revue des pairs et le systeme de responsabilite mutuelle pouvant contribuer et relier le plan aux objectifs d'integration regionale.

Le but de la revue n'est pas de valider ou d’evaluer les programmes d'investissement et autres elements de l'agenda post-compact. Il s'agit plutot de s'assurer que toutes les mesures possibles sont prises pour faire en sorte que les objectifs et les cibles fixes dans le Plan d’Investissement definis dans l'agenda du PDDAA soient atteints. La revue doit etre consideree et abordee comme un exercice visant a preparer le terrain pour la reussite de la mise en reuvre des plans approuves a la table - ronde et refletes dans le compact et le PNIA. Les resultats de la revue devraient donc etre un ensemble de recommandations concretes et realisables pour :



1. la mobilisation immediate de I'expertise requise, des competences et des partenariats pour une mise en reuvre immediate sur le terrain ;
2. l'etablissement d'un mecanisme visant a faciliter I'engagement des bailleurs de fonds dans le financement et donc de degager les ressources necessaires pour repondre aux besoins de financement des plans dans un delai raisonnable ;
3. la rationalisation du processus d'examen et d'evaluation et les normes pour accelerer le traitement des dossiers par les donateurs individuels ;
4. la mise en place de systemes de connaissance pour une revue inclusive, le suivi - evaluation, la responsabilite mutuelle, revaluation de l’apprentissage et de I’impact, y compris les consultations en cours et le dialogue pour ameliorer la mise en reuvre ainsi que le developpement et la conception de nouveaux programmes.

Une fois revus et ajustes, les plans d'investissement sont presentes a la Communaute Internationale, a l’occasion d’une Reunion d'Affaires (High Level Business Meeting) convoquee pour l'approbation et la mobilisation des ressources additionnelles, pour combler les deficits de financement. Etant donne que le PDDAA est reconnu au plan Continental comme la reference en matiere de qualite dans la definition des plans d’investissement, les partenaires au developpement traditionnels et emergents, le secteur prive et les nouvelles structures de financement respectent les recommandations et les reconnaissances du PDDAA.

Sous la direction des equipes de pays, les strategies seront mises en reuvre avec :

1. des documents detailles de projet et d’evaluation des couts,
2. la creation ou le renforcement des systemes de suivi - evaluation,
3. le renforcement des capacites necessaires a la mise en reuvre,
4. un changement de politique afin d'assurer un environnement favorable,
5. la creation ou le renforcement des elements institutionnels necessaires a un environnement favorable, vi. la mise en coherence des reformes a long terme liees a d'autres strategies du domaine agricole, de reduction de la pauvrete, des approches sectorielles et des programmes sectoriels elabores.
6. Les composantes, la methodologie, les criteres et les outils de la Revue Technique Independante

L'approche de base de la revue consiste a evaluer les actions proposees et les resultats des programmes par rapport aux principes et objectifs du PDDAA et aux objectifs, pratiques et approches du pays tels que definis et consentis dans le Pacte PDDAA signe. Les criteres sont devaluation de la coherence ou de l'absence de coherence des programmes a l’aide des indicateurs deja definis. Les principales composantes et les outils de la revue sont les suivants :

1. L'alignement sur les principes et objectifs du PDDAA, la mise en reuvre du guide d’execution du PDDAA definissant la vision, les principes, les elements de strategie de base et les attentes en matiere d’impact ;
2. La coherence et la compatibilite avec les objectifs et cibles a long terme de croissance et de reduction de la pauvrete indiques dans les brochures de la table ronde et les documents d'information technique mesurant la productivite agricole a long terme, la croissance, la performance commerciale, et les resultats lies a la pauvrete ;
3. L’incorporation de meilleures pratiques techniques et questions relatives aux domaines prioritaires du PDDAA : Les documents relatifs aux cadres des piliers portant sur les questions strategiques cles, les elements de base du programme et les meilleures pratiques ;
4. La qualite et la disponibilite operationnelle de mise en reuvre et l'alignement sur les engagements pris lors de la signature du Pacte : Le pacte du PDDAA precisant les engagements aux plans politique, budgetaire, de l’aide au developpement, de la revue et du dialogue ;
5. les programmes d'investissement detailles montrant les intrants, les produits, les resultats attendus et les arrangements institutionnels ;



1. Les lignes directrices de coordination des donateurs pour le soutien au PDDAA au niveau des pays, decrivant les modalites de I'engagement entre les agences locales partenaires au developpement, les gouvernements et autres parties prenantes.

La revue se deroule suivant cinq axes majeurs, a savoir :

**La Composante 1** se penche sur l’alignement sur les principes et les elements de strategie du PDDAA pour s'assurer que tous les elements de la vision, les principes et elements fondamentaux de la strategie, tels que definis a l'Annexe I du Guide Post Compact du PDDAA sont refletes dans les programmes du pays et s'il y a des lacunes, les identifier afin d'assurer un alignement complet.

***Outil de reference: Guide pour la mise en auvre du PDDAA.***

**La Composante 2** examine la coherence du plan et de l’impact potentiel sur la croissance a long terme et les options de reduction de la pauvrete. Cette section evalue si :

1. les objectifs de croissance globale sont enonces ou induits dans les plans,
2. les changements dans les differents sous-secteurs et les objectifs connexes, en particulier, s'ecartent de la performance sectorielle et des resultats sous-jacents des scenarios strategiques a long terme en matiere de reduction de la pauvrete.

Cette composante presente egalement un profil comparatif de pays, sur la base d’une douzaine d’indicateurs PDDAA suivi par le ReSAKSS pour tous les pays d'Afrique, pour montrer le statut actuel de chaque pays par rapport a ses pairs, et ainsi identifier les lacunes a combler.

***Outils de reference : Brochures, documents techniques, documents relatifs au PNIA.***

**La Composante 3** cherche a etablir si le plan d'investissement comprend l'adoption des meilleures pratiques et l'inclusion d'elements de base du programme. L'objectif de cette evaluation est de determiner les points ou une definition plus claire et une plus grande comprehension des enjeux strategiques sont necessaires et egalement de voir si une meilleure integration des bonnes pratiques peut contribuer a ameliorer la conception des plans et maximiser l’impact de la croissance.

***Outils de reference : Documents cadre des piliers, guides et outils de mise en auvre.***

**La Composante 4** met l'accent sur l'alignement sur les engagements relatifs au Pacte et son objectif est de s'accorder sur: (i) un plan d'actions commun pour respecter les engagements en matiere de politique de budget et d’assistance (ii) identifier et confirmer les modalites d'examen mutuel, y compris les forums de dialogue et les systemes de connaissances pour suivre et faire rapport sur ces engagements.

***Outils de reference : Charte PDDAA, Brochure 5 et les lignes directrices des donateurs pour le soutien du PDDAA au niveau des pays.***

**La Composante 5** se penche sur le realisme operationnel des programmes d'investissement et vise a verifier et a confirmer la pertinence du contenu, du cout et des arrangements institutionnels, et, si necessaire, a identifier les ameliorations a apporter aux plans operationnels et de la conception pour une mise en reuvre reussie. La tache de cette section est de verifier lesquels des principaux elements figurant au tableau 1 du Guide Post Compact PDDAA sont consignes dans les plans d'investissement.

***Outils de reference : Programmes d'Investissements detailles.***



1. **Revue CUA/NEPAD du Programme National d’Investissement Agricole de la Republique Democratique du Congo**

Composante 1: Alignement avec la vision, les principes et les elements de strategie du PDDAA

C1.1 Alignement avec la vision, les principes et les elements de strategie du PDDAA

Avec un investissement public prevu de 10% du budget de l’Etat dans le secteur agricole contre un niveau actuel de 2,5 a 5% en tenant compte ou non de I’ensemble des Ministeres et Agences du Secteur Rural, le Programme National d’Investissement Agricole de la RDC est susceptible de generer une croissance agricole soutenue. Le PNIA s’aligne parfaitement sur la vision, les principes et les elements de la Strategie du PDDAA. Toutefois, cette croissance n’occasionnera certainement pas une reduction de pauvrete de 50% a l’horizon 2015 par rapport a son niveau de 1990 au lancement des Objectifs du Millenaire pour le Developpement. En realite, avec les troubles sociopolitiques qu’a connu le pays au cours des dernieres decennies, la situation de reference des OMD est ramenee a l’annee 2005 avec une incidence de la pauvrete de 71,43%. Les resultats du modele de la RDC prevoient une incidence de la pauvrete au niveau national de 52,39% en 2013, correspondant respectivement a 51,45% d'incidence de la pauvrete rurale et 54,99% d'incidence de la pauvrete urbaine.

Les programmes developpes dans le cadre du PNIA sont dans le prolongement direct des priorites et des engagements stipules dans la Charte PDDAA de la RDC. Ainsi, la revue technique independante note avec satisfaction les efforts de coherence observes avec tous les documents cadre anterieurs et le caractere multisectoriel du Programme qui prend en compte tous les aspects du developpement rural (Agriculture, Elevage, Peche, Hydraulique). En mettant l’accent sur le developpement des filieres agricoles, animales et halieutiques, la Republique Democratique du Congo entend ameliorer la productivite agricole et mieux exploiter les ressources et potentialites agricoles du pays pour ameliorer la securite alimentaire et nutritionnelle et lutter efficacement contre la faim, la pauvrete - notamment en milieu rural - et la malnutrition.

Recommandations

1. Mieux evaluer la part du budget de l’Etat Congolais consacre au secteur agricole en prenant en compte l’ensemble des Ministeres et Agences de Developpement Agricole et Rural ;
2. S’accorder sur la situation de reference des OMD (1990 ou 2005) et reactualiser les donnees de base de la situation de reference pour faciliter le Suivi - Evaluation de la mise en reuvre du PNIA ;
3. Reactualiser les enquetes 1, 2 ,3 sur les menages de 2005 qui ont servi de base de donnees pour l’elaboration du PNIA, notamment en ce qui concerne l’incidence de la Pauvrete (finalisation et publication des resultats de l’enquete 4 sur les conditions de vie des menages realisee en 2012) ;
4. Integrer les sous - secteurs de la foresterie et de l’environnement dans le PNIA pour mieux prendre en compte l’ensemble des aspects du Developpement Agricole et Rural.

C1.2 Programmes de reformes

La mise en reuvre du PNIA aura des implications pour les politiques publiques de developpement agricole et rural a travers notamment une reforme institutionnelle du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural. Ces reformes institutionnelles seront accompagnees par un programme de renforcement des capacites de MINAGRIGER et de l’ensemble des acteurs. Toutefois, la mise en reuvre du PNIA devrait egalement se traduire par des reformes de la politique du Gouvernement de la RDC en matiere d’inclusion du genre, de gestion des ressources naturelles, de l’environnement et d’adaptation aux changements climatiques, mais egalement une clarification de la politique fonciere. Le renforcement des capacites des acteurs, notamment les Organisations de Producteurs et les Associations de Commerce, ainsi que les chercheurs et les vulgarisateurs a mieux integrer les savoirs endogenes des agriculteurs, doit etre pris en compte et budgetise dans le PNIA.



C1.3. Alignement sur les engagements de la Charte PDDAA

L’alignement des differents groupes d’acteurs sur les engagements pris dans le cadre de la Charte PDDAA (Pacte), doit encore se concretiser, en particulier dans la mise en reuvre. Cependant certaines ten dances positives semblent deja se degager. La phase de formulation du plan d’investissement a ete caracterisee par une demarche participative, qui repond au principe d’inclusivite preconise par le PDDAA. Toutefois, il serait souhaitable que le plan de financement du PNIA de la Republique Democratique du Congo fasse ressortir la contribution du secteur prive dans sa mise en reuvre de meme que le role des differents groupes d’acteurs dans la realisation des objectifs du plan.

La CUA, le NEPAD, le COMESA et les autres partenaires regionaux, de par le leadership demontre a cette etape de preparation de la Conference sur le Financement (High Level Business Meeting), sont en train de tenir leur engagement qui est de soutenir les programmes prioritaires de la RDC definis dans le PNIA par la mobilisation d'un appui politique, financier et technique. L’engagement actuel des Organisations de Producteurs, de la Societe Civile et du Secteur Prive dans la finalisation du programme d’investissement et la preparation de la Conference sur le Financement du PNIA laisse augurer une suite positive.

C1.4 Equilibrage des programmes

La Revue Technique Independante de l’UA/NEPAD note avec satisfaction la volonte du Gouvernement de la RDC d’assurer un bon equilibrage entre les programmes du PNIA tout en mettant l’accent sur le developpement des filieres agro-pastorales et halieutiques. La part de budget reservee a chaque programme se presente ainsi :

^ Programme 1 : Promotion des filieres agricoles et de l’agri business : 64 %.

^ Programme 2 : Gestion de la securite alimentaire et nutritionnelle : 9 %.

^ Programme 3 : Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles : 13 %.

^ Programme 4 : Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacites : 11 %.

^ Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques : 3 %.

Toutefois, tout en marquant notre accord sur la priorite accordee au developpement des filieres et a l’agrobusiness, nous suggerons au Gouvernement de la RDC de considerer le developpement des infrastructures rurales, notamment pour la maitrise de l’eau, l’energie en milieu rural pour y developper des activites economiques et de transport (pistes et bacs, transport fluvial et ferroviaire) pour le desenclavement des zones de production, comme un programme transversal a part entiere pour soutenir le developpement des filieres et de l’agrobusiness. Il serait egalement souhaitable de reconsiderer le developpement des marches agricoles (national, regional et international) en tant que programme transversal a part entiere.

C1.5. Collaboration interministerielle et coordination

Le processus d’elaboration du PNIA de la Republique Democratique du Congo a pris en compte ce principe en impliquant de facon effective la participation des Institutions Publiques, des Ministeres Sectoriels, des Instituts de Recherche, des Organisations Paysannes, de la Societe Civile, du Secteur Prive et des Partenaires Techniques et Financiers. Au-dela de la participation de ces differents acteurs au processus de formulation du Programme National d’Investissement Agricole, des liens intersectoriels ont ete etablis notamment au niveau de la collaboration interministerielle entre le Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural (MINAGRIDER) et les autres Departements Ministeriels, notamment le Ministere de l’Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme ; le Ministere de l’Enseignement Superieur, Universitaire et de la Recherche Scientifique ; le Ministere du Genre, de la Famille et de l’Enfant ; le Ministere de l’Economie et du Commerce ; le Ministere des Finances ; le Ministere du Budget ; le Ministere de l’Amenagement du Territoire, de l’Urbanisme, de l’Habitat, des Infrastructures, des Travaux Publics et de la Reconstruction ; le Ministere de l’Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises et le Ministere de la Sante Publique et les Affaires Foncieres.

La Coordination generale du PNIA sera assuree par le Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural en respectant les orientations consignees dans la Charte Nationale de partenariat pour la mise en reuvre du PDDAA signe le 17 mars 2011. Toutefois ce partenariat merite d’etre davantage renforce quant a la mise en reuvre du PNIA en veillant a une representation effective des differents groupes d’acteurs dans les organes de pilotage et de coordination aussi bien au niveau national que provincial. Le ministere charge des travaux publics sera ainsi tres interpelle dans l’encadrement effectif de la realisation des routes et autres infrastructures de desenclavement des zones de production agricole. La revue technique independante felicite le Gouvernement de la RDC pour sa volonte d’impliquer l’ensemble des groupes d’acteurs a travers leur representation au niveau du comite de pilotage ; niveau le plus eleve possible preside par le premier Ministre, Chef du Gouvernement. La revue technique salue egalement la volonte du Gouvernement de la RDC de decentraliser l’elaboration et la mise en reuvre du PNIA avec les Plans Provinciaux d’Investissement Agricole (PPIA).

C1.6. Engagement des acteurs et participation du secteur prive

L’alignement des differents groupes d’acteurs sur les engagements pris dans le cadre de la Charte PDDAA, doit encore se concretiser, en particulier dans la mise en reuvre. Cependant certaines tendances positives semblent deja se degager. La phase de formulation du PNIA a ete caracterisee par une demarche participative, qui repond au principe d’inclusivite preconise par le PDDAA.

Toutefois il serait souhaitable que le plan de financement du PNIA fasse ressortir la contribution du secteur prive dans sa mise en reuvre (investissements directement productifs) de meme que le role des differents groupes d’acteurs dans la realisation des objectifs du plan. Leur engagement actuel laisse augurer une suite positive du processus PDDAA en Republique Democratique du Congo.

C1.7. Mesures de coordination des Donateurs

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) de la RDC dans le domaine agricole, a travers les cooperations bilaterales et multilaterales, s’organisent en instances de coordination afin d’assurer un alignement harmonise de leurs interventions. Ainsi, une base de donnees presente la cartographie des interventions des PTF dans le secteur agricole. Les PTF intervenant dans le secteur agricole et rural sont regroupes au sein du Groupe Inter Bailleur Agriculture et Developpement Rural (GIBADER), qui est preside par la Cooperation Belge qui a signe la Charte PDDAA au nom des Partenaires Techniques et Financiers et joue le role de leur Chef de file en Republique Democratique du Congo. Cependant, le Gouvernement de la RDC devrait creer un comite conjoint avec les PTF pour une meilleure coordination des activites de developpement agricole et de lutte contre l’insecurite alimentaire et la malnutrition.

C1.8 Implication du secteur prive

Trois organisations nationales du secteur prive font office d’interlocuteurs de l’Etat en qualite de secteur prive agricole pour la mise en reuvre du PNIA. La Federation des Entreprises du Congo (FEC), qui constitue a la fois la [Chambre de commerce et d'industrie](http://fr.wikipedia.org/wiki/Chambre_de_commerce_et_d'industrie) et la principale [organisation patronale](http://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_patronale) de la RDC, represente actuellement plus de 1500 societes issues de tous les secteurs de [l'economie congolaise.](http://fr.wikipedia.org/wiki/%c3%89conomie_de_la_R%c3%a9publique_d%c3%a9mocratique_du_Congo) La Confederation des Petites et Moyennes Entreprises du Congo (COPEMECO), et la Federation Nationale des Petites Entreprises du Congo (FENAPEC), regroupent en leur sein les principales PME reuvrant dans divers secteurs de l’economie nationale avec une place preponderante des PME agricoles dans ces deux structures.

La Federation des Entreprises du Congo, en sa qualite d’organisation faitiere du Secteur prive, s’est engagee aupres des autorites pour soutenir l’elaboration et la mise en reuvre du PNIA en signant la Charte PDDAA. Ce fort engagement devrait se traduire par une reelle implication du secteur prive dans la mise en reuvre du PNIA. De plus, le PNIA prevoit la realisation d’investissements directement productifs, donc du ressort du Secteur Prive, qui pourrait se materialiser par la mise en place d’une ligne de credit a taux bonifies au benefice des acteurs. Toutefois, le PNIA devrait mettre davantage en relief l’implication du secteur prive dans le financement des investissements productifs.



C1.9. Harmonisation et alignement du groupe de travail des partenaires techniques et financiers

La coordination des PTF indispensable pour soutenir le PNIA est assuree par la Cooperation Belge, chef de file des Partenaires Techniques et Financiers du secteur agricole de la RDC. Toutefois la necessite de la mise en place d’un cadre de concertation Etat - Partenaires Techniques et Financiers pour la mise en reuvre du PNIA est ressentie par les differents acteurs. Ce cadre aurait pour objectif d’assurer une bonne concertation entre le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers dans le cadre de la mise en reuvre du PNIA. Il traduirait egalement un signal fort pour l’application de la Declaration de Paris sur l’efficacite de l’aide en Republique Democratique du Congo.

**Composante 2: Coherence avec les objectifs a long-terme de croissance et de reduction de la pauvrete**

***C2.1 Place de l’Agriculture dans I’economie***

L’agriculture constitue le secteur de base de l’economie congolaise en termes de sa contribution au PIB et de I’emploi. Sa part dans le revenu national a atteint jusqu’a 50% dans les annees 1990. Cepend ant, depuis 2002, cette part a graduellement diminue mais le secteur agricole a encore continue a fournir jusqu’a concurrence de 40,3% du PIB, (contre environ 13% pour le secteur minier) et a employe plus de trois quarts de la population active en 2006. Les nombreuses contraintes auxquelles est confronte ce secteur agricole, peuvent contribuer a l’explication de cette baisse continue et graduelle de la production agricole, entre autres : une faible productivity des filieres vegetales, animales et halieutiques ; une allocation budgetaire encore insuffisante ; la degradation et le faible niveau d’acces aux infrastructures de base ; la faiblesse de la demande interne et le faible niveau de valorisation des productions.

Malgre ces contraintes qui entravent son developpement depuis plus d’une decennie, le potentiel agricole est enorme mais largement sous utilise : pres de 80 millions d’hectares de terres arables actuellement cultivees a 9-10 % seulement ; diversite agro-climatique, abondance et regularite des pluies, et presence d’eaux de surface en grande quantite permettant d’envisager une production tres diversifiee. Plusieurs strategies de developpement agricole ont ete mises a contribution dans le but de relancer le secteur agricole et exploiter son potentiel dont le Plan National d’Investissement Agricole qui vise a relancer ce secteur en relevant les grands defis de la Nation a l’horizon 2020. Avec la mise en application effective de ce plan, la RDC table sur un taux de croissance agricole annuel d’au moins 6% et une allocation du budget national d’au moins 10% au secteur agricole. Ces objectifs de croissance sont conformes aux objectifs du PDDAA et permettront de reduire considerablement la pauvrete.

***C2.2 Les resultats du PNIA en termes de croissance et de reduction de la pauvrete compares aux autres scenarii.***

Si le Plan National d’Investissement Agricole est effectivement mis en reuvre et que l’objectif de reduction de la pauvrete de moitie a l’horizon 2015 est considere, le pays pourra realiser a l’horizon 2020, une croissance de PIB d’au moins 8.21% pour le secteur agricole, 9.56% pour l’industrie et 8.69% pour les services ce qui entrainerait une augmentation d’au moins 8.92% de PIB global (voir graphique 1). Avec ces taux de croissance, le niveau de pauvrete est reduit de 47.02% a 39.02% entre 2013 et 2015, pour atteindre 20.93% en 2020. Ainsi, l’objectif de reduction de la pauvrete a l’horizon 2015, ne sera atteint qu’en 2016 soit avec un an de retard (graphique 2). Comparativement a la periode pre compact, ces taux sont nettement superieurs pour le PIB global 8.7%, et de 8.5%, 9% et 8.6% respectivement pour les PIB des secteurs agricole, industrie et des services. Il est recommande d’accelerer la croissance tant au niveau sectoriel que global par la mise en reuvre effective du PNIA et des mecanismes prevus a cet effet.



**Figure 1 : Croissance de PIB National et sectoriel**

g Taux de croissance moyen (%) Reference s Taux de croissance moyen (%) Pre compact

v Taux de croissance moyen (%) PDDAA 2013-2020 Taux de croissance moyen (%) OMD-1 2013-2020

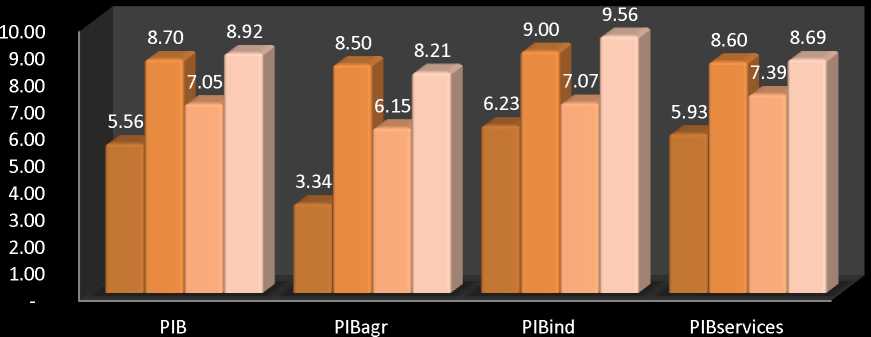
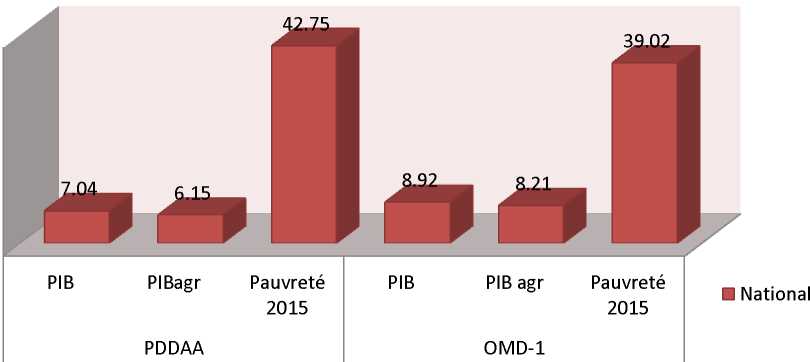


Figure 2 : Niveau de pauvrete en 2015



45.00

40.00

35.00

30.00

25.00

20.00

15.00

10.00

5.00

*C2.3.* ***Croissances Sous-sectorielles sous le PNIA compares aux objectifs a long terme***

Dans I’ensemble, la croissance du secteur agricole a ete essentiellement influencee par une augmentation des rendements de certaines cultures, lesquels ont eu un impact significatif sur la production sous sectorielle des cereales, des tubercules et des produits industriels qui par essence sont des produits d’exportation. En effet, si le PNIA est mis en reuvre et que le scenario de reduction de la pauvrete est considere, les augmentations de rendements pour certaines cultures comme le mais, le riz, le manioc, la banane Plantain, et les cultures industrielles, seront respectivement de l’ordre de 3,5%, 1,22%, 2,71%,

2,63% et 4,86% contre 2,7%, 2,5%, 3,2%, 3% et 6,5% pour le pre compact. Cette situation affecte les projections sur la production realisees a cet effet. Ainsi donc, a titre d’illustration, les productions du mais et du riz seront respectivement de l’ordre de 1497,32 et 299,29 en milliers de tonnes contre 1151 et 316 prevus pour la periode pre compact. Une reconsideration des rendements et par consequent, des projections realisees dans le cadre du PNIA, est donc vivement recommandee.



Par ailleurs, la figure 3 permet d’identifier les sous-secteurs agricoles prioritaires et potentiellement rentables en matiere d’investissements en se basant sur quatre criteres : effet multiplicateur, effet de taille initiate, effet de reduction de la pauvrete, et effet de rendement potentiel. Il en ressort que les sous-secteurs ‘cereales et tubercules’ constituent des secteurs prioritaires si I’on considere les quatre indicateurs reunis. En tant que tels, ces sous-secteurs devraient etre priorises et beneficier d’une attention particuliere en matiere d’investissements.

**Figure 3 : Identification des sous secteurs prioritaires et des investissements**

Effet multiplicateur

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Autres cultures | | *Effet croissance et rendement potentiel* | |
|  |  | Betail | |
|  | Betail | ***Tubercules Cereales*** | Autres cultures |  |
| Autres cultures | |  |  |  |
| *Effet reduction de pauvrete* | | Betail | |

Effet taille initiale

***C2.4. Les depenses agricoles prevues sous le PNIA comparees aux besoins de financement a long terme du secteur agricole***

En considerant la part budgetaire allouee au secteur agricole, force est de constater que ce secteur ne recoit qu’une part insignifiante du budget de l’Etat : 0,8 % cent en 2002, 1,3 % en 2004 et 1,7 % en 2007. En outre, en se basant sur la periode de reference 2010 - 2013, les donnees fournies par le Ministere de l’agriculture nous renseignent que cette part serait de 1,07%, 1,37%, 3,85% et 1,26% respectivement en 2010, 2011, 2012 et 2013, soit une moyenne de 1,92% au cours de la periode 2010 - 2013.

Partant de cette tendance et de l’hypothese d’une elasticite forte de 0.308, et si le scenario de croissance cible de 6% est considere, la part budgetaire reservee serait de 1,51% en 2013, et de 2,62% en 2020 contre 1,59% et 3,24% respectivement en 2013 et 2020 lorsque le scenario de la reduction de la pauvrete est vise comme alternative.

Lorsque l’hypothese d’une elasticite faible de 0.15 est consideree, ces parts seraient de : 1,77% et 6,09% en 2013 et 2020, contre 1,95% et 9,01% respectivement en 2013 et 2020 (tableau 1). Sous cette derniere hypothese, quoique inferieure au seuil de 10%, nous remarquons une reelle volonte d’accroitre le niveau de depenses budgetaires alloue au secteur agricole a l’horizon 2020. Cependant, des efforts considerables doivent etre fournis de la part du gouvernement pour atteindre l’objectif 10% a long terme tel que soutenu dans le PNIA.

De ce qui precede, cette situation aura un impact sur le budget initial du PNIA et par consequent, il sera imperatif de veiller sur les capacites de mobilisation financieres et de planification et d’execution technique du PNIA.



Tableau 1 : Depenses allouees au secteur agricole

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateur | Reference (2010-2013) | PDDAA | | OMD-1 | |
| Elasticite faible | Elasticite forte | Elasticite faible | Elasticite forte |
| Depenses agricoles | 10.57 | 40.98 | 19.96 | 54.72 | 26.65 |
| Total Depenses Budgetaires | 4.69 | 18.19 | 9.37 | 24.30 | 12.49 |
| Ratio depenses totales (%) depenses agricoles/Depenses totales |  |  |  |  |  |
| Situation de reference | 1.92 |  |  |  |  |
| Pour 2013 |  | 1.77 | 1.51 | 1.95 | 1.59 |
| Pour 2020 |  | 6.09 | 2.63 | 9.01 | 3.25 |

Source : Budget detaille du MINAGRIDER et Resultats du modele EDG et micro-simulation de la RDC

Conclusion et remarques

Dans I’ensemble, les performances au cours de la periode post compact laissent voir que les objectifs de croissance qui sont retenus dans le PNIA permettraient a la RDC d’atteindre I’objectif de reduction de la pauvrete si des efforts considerables sont fournis c’est - a-dire si les plans d'investissement sont mis en reuvre avec succes pour atteindre leurs objectifs de rendement post compact pour les differents sous - secteurs. Le scenario OMD-1 meriterait d’etre considere et permettrait de realiser l’objectif de reduction de pauvrete de moitie en 2016 soit un an apres.

La part budgetaire allouee au secteur agricole est loin d’atteindre l’objectif assigne d’au moins 10% au cours de la periode du PNIA. Cette situation aura un impact sur le budget initial du PNIA. Ainsi, des efforts considerables doivent etre fournis de la part du gouvernement pour atteindre cet objectif a l’horizon 2020 tel que soutenu dans le Plan d’investissement, et un accent particulier doit etre mis sur les capacites de mobilisations financieres et de planification et d’execution technique du PNIA.

L’absence de donnees n’a pas permis d’evaluer les enjeux concernant la securite alimentaire et nutritionnelle. Il est essentiel que les dispositions necessaires soient prises pour mettre a jour regulierement les donnees de l'enquete de base des menages qui ont ete utilisees lors de l'analyse pre­compact de nature a faciliter le suivi de la pauvrete et les effets en terme de securite alimentaire et nutritionnelle du plan d’investissement.

Composante 3: Viabilite technique des elements de programme

C3.1. Pilier 1 : Gestion de l’eau et des terres

Cette section de la revue analyse la prise en compte du plan des bonnes pratiques en termes de gestion des terres, de l’eau utilisee a des fins agricoles et examine si les contraintes liees au foncier et aux changements climatiques ont ete developpees dans le plan. Le PNIA presente l’avantage de couvrir l’ensemble du secteur rural, de ce fait, il prend en compte les aspects transversaux du PDDAA, notamment l’elevage, la peche et la gestion des forets, mais aussi les changements climatiques en lien avec le pilier I. Cependant de facon generale, les activites ne sont pas detaillees, ce qui ne permet pas d’apprecier les indicateurs chiffres a atteindre, encore moins la faisabilite des activites et leur efficience.

* + 1. Gestion durable des terres

Dans le souci d’un developpement durable des productions agricoles, le PNIA prend en compte la gestion durable des terres et aborde egalement la question de la protection de l’environnement. Toutefois, les aspects institutionnels et de politique (gouvernance) en matiere de Gestion Durable des Terres (GDT) et en renforcement des capacites des agriculteurs ne sont pas assez elabores. Le Congo est pourtant confronte a un regime foncier dualiste tiraille entre le juridique formel et le traditionnel sur le terrain. Les activites de la gestion durable des terres du PNIA ne sont pas bien decrites et les orientations precises avec le soutien des partenaires regionaux ou internationaux (exemple le GEF pour les aspects lies a l’environnement) ne sont pas prises en compte. Le plan ne fait pas mention des autres plans globaux anterieurement valides et en cours de mise en reuvre, qui ont permis non seulement d’atteindre d’importants resultats, mais aussi de tirer des lecons. Le PNIA ne fait pas de reference aux conventions que le Congo a ratifiees, notamment celles relatives aux changements climatiques, a la biodiversite et aux Polluants Organiques Persistants.

En outre, les elements de details fournis ne permettent pas d’apprecier suffisamment les objectifs chiffres a atteindre. En effet, Il n’y a pas d’objectif chiffre a atteindre en termes de gestion durable des terres dont : le pourcentage de terres degradees a recuperer et a mettre en cultures ou en paturages; la qualite et le nombre de personnes a former ; comment garantir l’acces des producteurs et des communautes aux equipements et intrants agricoles ; l’etat et la capacite actuels des ecoles de formation. En depit du listing des activites fourni, on voit peu comment se fera la mise en reuvre de ces activites. Le PNIA mentionne l’existence des programmes en cours, mais ne prevoit pas la consolidation des programmes existants et on voit peu le lien entre les actions programmees et les programmes en cours.

Recommandations

* Compte tenu du role de l’agriculture dans la croissance economique et la securite alimentaire et l’etat de degradation des ressources naturelles (dont principalement la terre), le plan doit mettre en evidence le role de la GDT dans l’atteinte des objectifs de securite alimentaire.
* Un diagnostic/etat des lieux de la situation de degradation des ressources naturelles (terre), les formes, causes et consequences est necessaire pour mieux apprecier et justifier les activites proposees. Il y a donc necessite qu’un accent particulier soit mis dans le plan sur ce domaine.
* Indiquer dans le plan les actions visant a lever les obstacles a la promotion des activites de GDT.
* Mieux developper les activites de capitalisation et renforcement de l’environnement institutionnel de la GDT.
* Veiller et surtout s’assurer que des activites de renforcement des capacites des acteurs sont programmees et suffisamment budgetisees, seul gage pour encourager le recours aux bonnes pratiques sur le plan environnemental et social. Il faudra egalement veiller a la prise en compte des experiences (nationales et regionales) en cours et des lecons tirees de la mise en reuvre de ces programmes et projets et detailler les activites a mettre en reuvre et fournir des indicateurs chiffres a atteindre.
* Renforcer les actions de concertation a travers les organismes des bassins pour une meilleure gestion des eaux partagees et dans ce meme ordre, prevoir des cadres de gestion des conflits et des cadres de gestion des infrastructures tenant compte de l’aspect transfrontalier de certaines de ces infrastructures.
  + 1. Maftrise de I’eau

Le pays dispose d’un reseau hydrographique dense et d’une abondance des ressources halieutiques tres diversifiees. Le plan a travers les sous programmes 1 et 2 fait de la maitrise de l’eau une composante importante dans le processus d’amelioration durable de la production agricole. Le potentiel du pays en terres irrigables est important. Mais le potentiel productif du fleuve Congo avec ses affluents, ainsi des nombreux lacs naturels n’est pas suffisamment degage. Le plan ne donne pas les contraintes liees a une utilisation et gestion appropriees de l’eau. Aucune information n’est donnee sur l’existant en matiere institutionnelle et politique relativement a la maitrise/gestion de l’eau pour une agriculture durable, ni sur des actions de renforcement des capacites des populations. La question de la mobilisation et la gestion durables des ressources en eau reste peu traitee. La rehabilitation des infrastructures existantes merite aussi d’etre mise en exergue.



Le PNIA ne prevoit rien sur la gestion des ressources en eau transfrontalieres. La realite du multi-usage des plans d’eau (pour la boisson, l’electricite, les poissons, les menages, comme intrants pour certaines usines, ou exutoire des polluants divers) est toutefois bien mis en evidence dans le plan, qui evoque la necessite des etudes d’impacts environnemental et social de l’execution de ce plan.

Recommandations

La question de la mobilisation et la gestion durables des ressources en eau doit :

* prevoir des activites d’information et de sensibilisation des acteurs sur la necessite des etudes d’impact environnemental et leur respect ;
* Prevoir des structures consensuelles de gestion des differentes infrastructures qui seront creees

dans le cadre du PNIA ;

* Le renforcement des capacites des acteurs pour la gestion et le suivi des infrastructures,

notamment les amenagements et les petits ouvrages est une condition indispensable a la reussite des activites. Il faut donc accompagner la creation de toute infrastructure non seulement par la formation, mais aussi par la mise en place de structures de gestion adequate ;

* Renforcement des actions de concertation a travers les organismes des bassins pour une meilleure gestion des eaux partagees et dans ce meme ordre, prevoir des cadres de gestion des conflits et des cadres de gestion des infrastructures tenant compte de l’aspect transfrontalier de certaines de ces infrastructures.
* Veiller a l’effectivite de la mise en reuvre des politiques et instruments lies a l’eau potable et l’amelioration du cadre de vie.
* Le ministere en charge des forets et de l’environnement avec du personnel mieux aguerri pour les aspects gestion de l’eau et Defense et Restauration des Sols doit etre implique dans la formulation de certaines actions de ce pilier. De gros financements pourraient etre degages de ce cote si l’implication du GEF est bien explicite, meme si c’est en faveur directe des agriculteurs et non de la foret. La necessite de la mise en place de comites communautaires de gestion des usages des plans d’eau doit apparaitre dans la formulation des EIES.
  + 1. ***Gouvernance et administration des terres***

L’agriculture demeure la principale activite economique des populations avec des petites superficies. Il ne faut pas ignorer que les terres de la RDC sont actuellement tres convoitees par des acteurs prives nationaux et multinationaux, qui se les octroient a des prix derisoires avec l’aval des autorites traditionnelles ou de l’Etat. Des activites importantes sont prevues pour la protection du capital productif et l’accroissement durable de la production.

Cependant, en depit de l’importance de la terre dans l’atteinte de l’objectif global tel qu’enonce dans le PNIA, il manque un diagnostic global de l’ensemble des politiques, lois et strategies en matiere de gouvernance environnementale et du secteur rural adoptees par le pays en vue de s’assurer que leurs decrets d’application, decisions et les differents instruments et outils de mise en reuvre sont disponibles. Dans le sous-programme 4.1. «Amelioration du cadre reglementaire et juridique » Action 2 : en depit du listing des activites ciblees, on voit peu comment se fera la mise en reuvre de ces activites. Rien n’est prevu pour la formation des acteurs charges de gerer le foncier et le renforcement de l’administration ; Il manque egalement des activites pour la diffusion de tous les instruments de mise en reuvre des lois.

Recommandations

* S’assurer que les differentes politiques, lois et strategies en matiere de gouvernance environnementale adoptees par le pays ont leurs decrets d’application et decisions de mise en reuvre en plus des instruments et outils ;
* Prevoir des activites de renforcement institutionnel et de l’administration fonciere (cadres appropries de gestion du foncier, formation des acteurs charges de gerer le foncier, renforcement de l’administration) ;
* Prevoir des activites pour la diffusion de tous les instruments de mise en reuvre des lois prises et concernant le secteur rural ;
* Mettre en place des strategies pour resoudre les problemes fanciers afin d’augmenter l'acces prive qui doit stimuler la production agricole. Il faut clarifier les lois foncieres, en particulier pour les agro-pasteurs et pasteurs ;
  + 1. Actions connexes (Foresterie et Elevage)

Concernant les actions connexes, le plan prevoit des activites de reboisement (5.1.4), de promotion des fermes modernes de l’elevage et la diversification des productions (1.2.2) et la promotion des elevages non-conventionnels (1.2.3). Mais le plan ne presente pas de diagnostic de l’etat de ses ressources, les contraintes a leur developpement et consequemment la justification des activites proposees. Les elements de details fournis ne permettent pas d’apprecier suffisamment les objectifs chiffres a atteindre. En general il n’y a pas d’objectif chiffre a atteindre en termes de gestion durable des ressources naturelles (forets, elevage, eau). Plus specifiquement la rubrique de l’elevage ne prevoit aucune action sur le developpent des paturages ou des points d’eau, qui constituent les principales sources d’alimentation du cheptel. La problematique des maladies transfrontalieres et celle des maladies liees aux contacts entre le betail et la faune n’est pas prise en compte.

La RDR dispose de plus de 75 millions d’hectares de terres agricoles tres peu valorisees (environ 10% sont exploitees annuellement). Si les differentes especes d’animaux mentionnees dans ce Plan sont integrees dans la production vegetale cela pourrait engendrer un certain nombre d'avantages comme : l’augmentation de la production de viande sans l'ouverture de nouvelles grandes surfaces de terres; la reduction de l'erosion de la surface; la reduction des couts de desherbage; la production de la fumure organique pour fertiliser les arbres et reduire le cout des engrais mineraux; le taux accelere du cycle des nutriments dans l'urine et le fumier; la fourniture de revenus supplementaires pour les cultivateurs des plantations par l'augmentation de la productivite par unite de terre et economies de devises sur les engrais et les importations de viande.

Recommandations

* mettre en exergue les contraintes d’exploitation optimale des ressources forestieres et de l’elevage et ainsi justifier le choix des activites proposees ;
* Preciser exactement ce qui sera fait, avec des objectifs cibles et chiffres si possible en matiere de reboisement et d’amenagements des formations forestieres ;
* Prevoir des activites pour le renforcement du cadre juridique et reglementaire en matiere de sante animale, et engager des activites de mise en reuvre des legislations et reglementations adoptees (diffusion des textes);
* Promouvoir les accords entre pays et surtout veiller a l’application des textes regionaux dont le pays est signataire en matiere de sante animale;
* Prendre en compte la problematique des maladies transfrontalieres et celles maladies liees aux contacts entre le betail et la faune ;
* Prevoir la constitution et renforcement des nouvelles aires protegees ;
  + 1. Peche et aquaculture

Le document manque de facon generale de donnees chiffrees de reference, et specifiquement sur la pisciculture et la peche. En valeur relative, la rentabilite du secteur halieutique par unite investi simulee dans le plan apparait la plus elevee : (i) Le potentiel productif du fleuve Congo avec de ses affluents, ainsi des nombreux lacs naturels de la RDC est insuffisamment traite dans le plan. (ii) Le poisson constitue une denree tres demandee des populations, et important pour l’equilibre nutritionnel sur les plans local et regional ; c’est donc bien une grosse opportunite pour le PNIA de mieux developper le secteur halieutique au vu des potentiels ambiants.

De la peche et de l’aquaculture, cette derniere possede actuellement le meilleur potentiel de croissance du secteur agricole au sens large (Cf. etudes de cas pour le Ghana, Kenya, Nigeria, Malawi). (iii) Le poisson constitue par ailleurs un aliment de diversification et d’equilibre nutritionnel par excellence. Les OP interroges font ressortir que pendant les troubles sociaux, les champs agricoles de vivriers et le cheptel des paysans sont souvent plus facilement vandalises que des parcelles arborees ou des plans d’eau aquacole s. (iv) Au niveau de la recherche enfin, le modele suggere dans le document reste encore celui descendant, avec developpement de varietes ameliorees de poissons par la recherche, production d’alevins de qualite dans les stations publiques geres par des agents vulgarisateurs en vue de leur distribution aux pisciculteurs, avec des fiches techniques prescriptives parfois pas toujours en coherence avec la realite de l’exploitation agricole.

***Recommandations***

Il serait necessaire de revoir a la hausse le niveau relatif d’investissement prevu dans le programme pour les activites en relation avec la peche et l’aquaculture, avec plus d’accent sur l’aquaculture. Des investissements consequents sur les routes et les infrastructures dans des zones de production bien ciblees (a hauts potentiels), avec l’appui des autres Ministeres dont celui charge des travaux publics, devraient etre ajoutes explicitement dans le plan. Des actions de valorisation des plans d’eaux naturelles par l’aquaculture (cages, integration agro-aquacole dont rizipisciculture, etc.). Certaines especes piscicoles peuvent aussi etre valorisees dans la lutte biologique contre les adventices aquatiques envahissant les plans d’eau. Dans la formulation des Etudes d’Impacts Environnemental et Socialenvisagees, la necessite de la mise en place de comites communautaires de gestion des usages multiples des plans d’eau doit explicitement apparaitre dans l’enonce du plan.

Le plan prevoit des actions en relation avec la certification des produits : ces dernieres qui profitent davantage aux marches europeens devraient etre minorees au profit d’une amelioration des performances des circuits des marches sous regionaux CEEAC et COMESA en principe moins regardant sur les normes, mais plus efficients surtout relativement a la denree poisson tres demandee. Un volet « appui aux initiatives de transformation par le fumage ameliore du poisson» devrait etre ajoute, pour compenser l’insuffisance des capacites de mise en disponibilite sur les marches de produits frais.

La composante 132 du tableau 6 gagnerait plus de credibilite en l’eclatant en 4 composantes avec en exemples d’intitules : 1) Appui a la production, a l’approvisionnement et a la distribution de juveniles certifies et autres intrants ; 2) Developpement de partenariats dans le secteur de l’aquaculture de petite echelle 3) Identification et appui des promoteurs de PME aquacoles 4) promotion de systemes aquacoles intensifs (cages en retenues et lacs). Les approches durables en conformite avec le Code de Conduite pour une Peche Responsable (FAO/NEPAD-PAF) pourront etre mieux valorisees.

Au niveau de la gestion des risques, les messages a diffuser aux producteurs doivent specifier le caractere moins vulnerable des etangs piscicoles ou des plantations d’arbres en cas de vandalismes lies aux situations conflictuelles. Les bonnes pratiques courantes promues par le World Fish Center ou la FAO consacrent la viabilite d’equipes mixtes chercheurs (INERA)- vulgarisateurs (MINAGRIDER) et producteurs viables, convenablement motives, dans les zones a hauts potentiels. Particulierement pour l’aquaculture, le PNIA doit chercher a promouvoir cette approche en partenariat, impliquant un apprentissage commun de toutes les parties prenantes. Le savoir propre du producteur qui seul maitrise bien les caracteristiques de ses outils de production et de son environnement en intrants doit etre transmis aux encadreurs pour que des donnees ciblant les preoccupations du producteur soient veritablement generees par la recherche (realisee en partenariat), tant au niveau d’institutions de formation qu’a l’INERA.

* + 1. Changements climatiques

Les changements climatiques sont une preoccupation exprimee dans le plan en raison de son impact sur l’agriculture en general. De nombreuses activites de GDT sont prevues pour l’amelioration durable de la production et qui ont un potentiel en matiere d’adaptation et de mitigation des impacts du changement climatique et de sa variabilite. Cependant le plan n’elabore pas assez sur le changement climatique, bien qu’un document strategique sur le changement climatique existe.

Au vu de l’importance des changements climatiques comme risques a l’atteinte des objectifs du PNIA, ces actions ne semblent pas suffisantes pour attenuer le risque des changements climatiques.

Recommandations

* Inclure dans les differents programmes consacres a l’agriculture, l’elevage et la peche, une evaluation des impacts des changements climatiques sur le secteur agricole et les conditions de vie des populations ;
* Identifier et mettre en reuvre des activites d’attenuation et d’adaptation aux changements

climatiques en lien avec les ressources en eau et les activites agricoles.

* Renseigner a travers une analyse diagnostic sur les impacts des changements climatiques sur le

developpement en general et les actions de developpement

**C3.2. Pilier II : amelioration des Infrastructures rurales et des capacites commercials pour faciliter l’acces au marche**

***Domaine Strategique A : Augmenter la competitivite et saisir les opportunites sur les marches locaux, regionaux et internationaux***

La RDC, dans son Plan National d’Investissement Agricole affiche une ferme volonte de transformer son agriculture, pour passer d’une agriculture de subsistance a une agriculture commerciale, a travers notamment l’amelioration de la competitivite et la diversification des cultures vivrieres et d'exportation. Le programme prend en compte les priorites du pays pour le developpement des speculations destinees au marche local, et a l'exportation. Un accent particulier a ete mis sur le developpement des filieres vegetales, animales et halieutiques, la creation de pole d’entreprises agricoles et l’amelioration des normes et du controle de la qualite des produits agricoles pour ameliorer la balance commerciale du pays et garantir des revenus monetaires aux producteurs. Quant a l’Etat, il garantira un cadre fiscal incitatif a l'investissement, a la production, a la commercialisation et a l'exportation.

Cependant, il n’existe aucune vision d’exportation axee sur le renforcement et la consolidation de l’integration dans les echanges regionaux, sous - regionaux et internationaux, qui devraient viser la conquete de nouveaux marches et la fluidification des echanges. Les mesures d’accompagnement pour permettre aux exportateurs de se placer sur les marches etrangers ne sont pas clairement definies.

Le role du secteur prive et des organisations de producteurs n’apparait pas dans la strategie de developpement de l’offre pour les marches nationaux et d’exportation. Le Plan d’Investissement n’aborde ni la question du renforcement des capacites de negociations commerciales internationales, ni celle pour lever les contraintes et barrieres non tarifaires qui entravent le commerce regional, notamment pour ce pays qui est membre de plusieurs Communautes Economiques Regionales (COMESA, SADC, CEEAC).

Recommandations

1. Mettre l’accent sur les activites liees au developpement des marches et a la commercialisation des produits agricoles et mettre en place des strategies de protection des consommateurs portant sur des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comite SPS ou Agence de controle) ;
2. creer et renforcer les agences de certification, faciliter l’accreditation des prestataires de services de certification nationale et renforcer les capacites de suivi et de mise en application de la qualite au niveau national et sous-regional;
3. Diversifier les exportations et les marches agricoles en ameliorant la competitivite des filieres d’exportation et en creant des plateformes de commerce pour mieux lier l’offre a la demande et reduire les couts de transaction sur les marches nationaux, regionaux et internationaux ;
4. Renforcer les Systemes d’Information de Marche (SIM) sur le Commerce Regional et national, et publier des Rapports de Prospective Regionale sur les Produits agro-sylvo-pastoraux de base a l’effet de mieux exploiter les opportunites offertes par le commerce regional ;



1. Developper et exploiter des systemes de surveillance des politiques commercials afin de suivre et de lever efficacement les entraves au mouvement transfrontalier des produits agro-sylvo-pastoraux par le respect rigoureux de la libre circulation des personnes et des biens dans les Communautes Economiques Regionales dans lesquelles la RDC est membre.

***Domaine Strategique B: Investir dans les infrastructures physiques d’echange et de***

***Commercialisation en vue de reduire les couts d’approvisionnement des marches locaux, regionaux, et internationaux***

La RDC, en raison d’un retard considerable de realisation et d’entretien d’infrastructures de base (pistes et bacs notamment pour le desenclavement des zones de production), affiche une reelle volonte de developper les infrastructures notamment hydro-agricoles, de conservation et de transport. Ce volet infrastructures rurales concerne la mobilisation et la maitrise de I’eau a travers les infrastructures hydro - agricoles, le desenclavement des zones de production avec la creation de nouvelles pistes et la rehabilitation et / ou consolidation des pistes existantes et le developpement des infrastructures commerciales (construction et la rehabilitation de magasins de stockage, conditionnement et conservation, construction et la rehabilitation des infrastructures de transformation et de commercialisation des produits agricoles, la construction de marches modernes).

Toutefois, il faut noter l’absence de prise en compte de l’energie en milieu rural et de la communication pour y developper des activites economiques. Le plan d’investissement ne comporte pas de strategies concertees de realisation commune et de gestion / entretien des infrastructures realisees dans le cadre d’un partenariat public - prive. On note egalement l’absence de prise en compte des infrastructures pour relier les poles de production aux zones de consommation a l’effet de developper les marches nationaux, regionaux et internationaux.

Recommandations

1. Prendre en consideration les besoins energetiques en milieu rural a travers un programme d’electrification rurale basee sur le developpement des sources d’energie renouvelables pour y faciliter la realisation d’activites economiques ;
2. Identifier les principaux poles de croissance agricole au sein de ces domaines et les lier systematiquement aux projets de couloirs d’infrastructures existantes ou a creer ;
3. Elaborer des strategies pour ameliorer la coordination des programmes de developpement et de

gestion des infrastructures au niveau national ;

1. Creer des opportunites de partenariats publics - prives pour promouvoir l’investissement dans les

projets nationaux d’infrastructures orientes vers la croissance agricole.

***Domaine Strategique C : Developpement de la Chame de Valeur et Acces aux Services Financiers***

La RDC a adopte l’approche filiere en affichant une reelle volonte d’elaborer et de mettre en reuvre des strategies de developpement des filieres agricoles, animales et halieutique. Les activites les plus ciblees concernent le developpement de la recherche agricole, du conseil agricole et rural, de l’amelioration des circuits et conditions de commercialisation et du renforcement des capacites des acteurs. Le plan d’investissement de la RDC comporte un important volet de developpement de systemes financiers ruraux a travers l’amelioration de l’acces des ruraux au credit et le developpement de la micro-finance en milieu rural.

Cependant, on note l’absence d’une approche chaine de valeur qui integre les differents maillons pour mieux repondre aux besoins des consommateurs finaux. On note egalement l’absence de strategies de developpement de partenariats public - prive et de facilitation d’alliances prive - prive, de meme que des strategies d’integration des petits producteurs dans les chaines de valeur agricole. Le PNIA ne prevoit pas le

renforcement des capacites des agents economiques en milieu rural a travers la promotion de micro­entreprises rurales a I’effet de mieux valoriser les filieres agricoles.

Recommandations

1. Promouvoir l’adoption d’outils efficaces et efficients pour les Partenariats Public - Prive (PPP) et les alliances prive - prive (B&B) afin de stimuler le developpement de la chaine de valeur agricole en pilotant des plateformes pour lever les obstacles reglementaires, techniques et financiers a la creation et a la croissance de l’entreprise ;
2. Promouvoir l’adoption d’outils efficaces et efficients pour l’integration des petits exploitants agricoles dans des chaines de plus grande valeur et dynamiques ;
3. Mettre en relation les investisseurs et les entrepreneurs au stade de la planification des affaires, incluant un plan d’action pour developper les capacites d’un large eventail d’entrepreneurs Congolais ;
4. Promouvoir des PPP et des alliances B&B strategiques entre les acteurs cles le long des filieres semences et engrais afin de reduire les couts de transaction, de faciliter l’acces au financement et d’elargir les reseaux de distribution.

***Domaine Strategique D : Renforcement des Capacites Techniques et Commerciales des Organisations de Producteurs Agricoles et des Associations de Commercants***

Dans le PNIA, le renforcement des capacites techniques et commerciales des Organisations de Producteurs est une action ciblee dans le programme «professionnalisation des producteurs et innovations technologiques». Le Gouvernement de la RDC demontre, dans le plan d’investissement agricole, une reelle volonte de renforcer et d’aider a la structuration des Organisations Socio - Professionnelles. Cette volonte s’est traduite par un engagement ferme de decentraliser la mise en reuvre du Plan National d’Investissement Agricole a l’effet d’ameliorer la gestion du secteur agricole a la base (niveau provincial).

Cependant, le plan d’investissement agricole n’integre pas la creation d’Interprofession de filiere a l’effet de faciliter le dialogue politique et la concertation au sein des filieres prioritaires, la creation d’un environnement propice aux affaires, le developpement de la formation continue et de la main d'reuvre, mais egalement d’appuis institutionnels et de systeme de financement perenne des organisations socio - professionnelles.

Recommandations

1. favoriser la creation des Interprofessions de filiere a l’effet de favoriser les alliances prive - prive et securiser les partenariats public - prive dans une approche chaine de valeur agricole,
2. Piloter des systemes de formation continue sous la coordination des principales Organisations de Producteurs,
3. Transferer des missions d'appui/conseil pour la professionnalisation et la structuration du secteur agricole, de formation, d'information et de communication aux Organisations de Producteurs pour une plus grande efficacite et efficience des activites programmees,
4. Developper un Partenariat Public - Prive pour l’integration des petits producteurs dans les chaines de valeur agricole a travers un financement a cout partage pour inciter les Industriels et Grands Producteurs a integrer les petits producteurs dans l’acces au marche,
5. Mettre en place un fonds competitif pour l’Appui - Conseil abonde par les producteurs a travers des retenus et taxes indirectes, l’Etat sur budget propre, les partenaires techniques et financiers et le secteur prive pour financer durablement les activites de conseil agricole,



1. Creer un cadre juridique propice aux affaires qui permet I’enregistrement effectif des Organisations de Producteurs comme des entites d’affaires.

C3.3 Pilier III : Accroissement des ressources alimentaires, reduction de la faim et amelioration de la reponse aux urgences

Le document cadre du pilier III (CSAA) identifie 4 objectifs qui contribuent au but de l’accroissement de la resilience des populations vulnerables a savoir (i) Meilleure gestion du risque aux niveaux tant menage, communaute, national et regional, (ii) Offre accrue des produits a des prix abordables a travers une production accrue et de meilleurs liens au marche (incluant des strategies pour accroitre la production des denrees de base et surtout pour elargir l’acces geographique aux marches aux zones enclavees), (iii) Identification des opportunites potentielles pour la diversification (quantite) des moyens de survie des plus pauvres, et (iv) Qualite accrue des rations grace a la diversification (exemple promotion de la production de proteines d’origine animale et halieutique). Le progres realise a travers le Pilier III contribuera directement a l’objectif global du PDDAA d’atteindre un taux de croissance suffisante pour atteindre les cibles de l’ODM de reduire de moitie la pauvrete et la faim d’ici 2015. Le PNIA presente un ensemble de programmes respectant globalement les exigences du cadre strategique CSAA.

La securite alimentaire sous-entend l’acces physique et economique a une nourriture suffisante, saine et nutritive permettant aux populations vulnerables de satisfaire leurs besoins energetiques et leurs preferences alimentaires pour mener une vie saine et active. Le PNIA suggere des activites concourant a donner une certaine reponse a ces preoccupations. Le programme 1 cible un accroissement quantitatif de la production en integrant d’emblee les speculations cereales, cultures de rente, elevage, peche, en tenant compte des impacts sur l’environnement. Le programme 2 aborde des aspects visant les 4 objectifs definis dans le CSAA rappele ci-dessus. Les programmes 3, 4 et 5 touchent des preoccupations transversales en relation avec la recherche et la formation, la gouvernance, et les changements climatiques.

Les remarques ci-apres visent une reformulation du document soumis dans la perspective d’en ameliorer la coherence, et de rendre plus visible les activites cles relativement a la securite alimentaire et l’amelioration de la reponse aux urgences pour les populations vulnerables. Elles se basent non seulement sur la relecture du document soumis, mais aussi sur une synthese des entretiens tenus pendant la mission avec des representants des OP, des PTF et du gouvernement de la RDC.

1. ***Gestion Amelioree du Risque***

Pour bien gerer le risque, il est important de bien le circonscrire. **Le document soumis manque de maniere generale de referentiels**, de donnees sur la situation initiale. Il est absolument necessaire que soit connue l’envergure du probleme a resoudre. Des reponses precises doivent etre apportees aux questions telles que : Qui sont, et ou se trouvent les populations vulnerables du point de vue nutritionnelle ? Combien sont-elles ? Pourquoi sont-elles vulnerables et quelles sont les caracteristiques de cette vulnerabilite ? Comment connecter les activites du PNIA promouvant une production agricole accrue (programme 1) avec ce programme sur la reduction de la pauvrete et la lutte contre l’insecurite alimentaire. Si ces informations n’existent pas, des activites specifiques d’enquete-cadre devraient etre prevues dans le plan pour fournir ces donnees essentielles pour une meilleure planification des actions.

1. ***Accroitre la disponibilite alimentaire a travers l’amelioration de la production et l’acces***

***au marche***

Le document soumis prevoit la mise en place de systeme d’information sur les marches et d’alerte precoce sur la securite alimentaire, des composantes pouvant contribuer a un meilleur acces au marche des petits producteurs une fois la situation de reference mieux documentee. Il est prevu une composante sur la diffusion des informations via des canaux appropries.

Le programme 1 developpe des activites visant une disponibilite accrue des aliments dans les zones potentielles de production. Le point faible reside dans l’insuffisance des propositions en relation avec les investissements visant le desenclavement de ces zones. Comme martele par les OP pendant les entretiens, peu d’evolution sera enregistre sans ces investissements consequents sur les routes et les infrastructures de commercialisation. L’acces au marche passe encore davantage par ces voix de desserte. Le probleme de la propriete fonciere pour les plus pauvres reste de meme entier. Le PNIA ne peut faire l’economie d’un programme consacre a la reforme fonciere securisant les petits producteurs sur les terres ou ils travaillent la terre meme simplement pour leur autosuffisance alimentaire, et davantage si le surplus peut atteindre le marche. Deux preoccupations en somme a mettre en exergue, au besoin en consacrant des composantes transversales dans le PNIA : **les routes, le foncier**.

1. ***Accroitre les opportunites economiques pour les populations vulnerables***

Cet objectif apparait de meme touche dans le meme programme 1 du document soumis. Les OP avec qui l’equipe s’est entretenue longuement sont bien d’avis que « les Congolais peuvent nourrir les Congolais »... sous reserve que les problemes d’enclavement ou d’acces durable au fancier soient progressivement leves. Un meilleur inventaire des productions nationales avec localisation des zones de production, plus le coup de pouce de moyens decisifs de l’Etat ou des organismes internationaux dedies aux aides alimentaires d’urgence (PAM, HCR, FAO) permettraient d’ameliorer la situation en apportant une plus-value aux populations productrices vulnerables du point de vue de l’acheminement de leurs produits vers les centres de consommation.

1. ***Amelioration de la qualite dietetique des regimes a travers la diversification alimentaire***

Le PNIA fait des propositions louables relatives a la promotion de semences « bio fortifiees », des activites de transformation, et a travers le programme 1, des activites de productions animales et halieutiques permettant de fournir des nutriments de haute qualite, de meme que l’utilisation de produits locaux de haute valeur nutritive dans le cadre de l'aide alimentaire. Dans une sous-composante, le PNIA developpe des actions visant la gestion de la vulnerabilite alimentaire et des reserves strategiques.

Toutefois, les activites ne font pas ressortir clairement qui sont les acteurs responsables de l’operationnalisation de la mise en reuvre des propositions en relation avec ce programme du plan. L’entrevue avec les OP et les PTF pendant la mission font ressortir par exemple que les organismes dispensant de l’aide d’urgence sur le terrain le font en general suivant une approche top-down, les collectivites locales ou l’Etat ne reussissant manifestement pas toujours a s’affirmer en interlocuteurs valables. Le PNIA doit specifier avec plus detail (en 8.1 et 8.2) l’operationnalisation effective des activites decrites dans les sous-programmes sus-evoques.

***Conclusion***

Le pilier III resume dans le programme 2 du document est synthetise dans un tableau de cadre logique rappelant les resultats attendus et les hypotheses sous-jacent. Cette synthese serait plus complete avec l’ebauche d’une **analyse de risques**, dont l’absence ne rassure pas vraiment le potentiel bailleur sur le realisme et la faisabilite des actions. Dans cette perspective, le plan doit accroitre la lisibilite de l’implication effective des Organisations des Producteurs et du secteur prive dans les differentes composantes de la mise en reuvre du plan.

Le budget de la composante rappele dans un tableau s’eleve a 537 millions de dollars US repartis de facon peu equilibree dans les 3 sous-programmes, dont moins de 10% acquis, le reste etant a pourvoir. Il est ressorti des echanges avec la dizaine des PTF que chaque parti disposait d’une dotation proche des 80 millions d’euros pour diverses interventions en faveur du secteur agricole en RDC, incluant la plupart de temps les couts d’expertises. La rencontre d’affaires prevue dans les semaines a venir permettrait de mieux statuer au sujet.

Il convient neanmoins des a present, meme en louant l’effort du gouvernement de la RDC, a programmer un budget avoisinant un demi-milliard de dollars pour ce volet du plan, de solliciter un **relevement de son financement propre**, en meme qu’un lobbying appuye aupres du secteur prive, et aupres des PTF sensibilises aux questions des populations vulnerables et de l’insecurite alimentaire.

Recommandations

L’equipe recommande que le plan doit integrer des composantes permettant de repondre aux que stions suivantes : Qui ou se trouvent les populations vulnerables du point de vue nutritionnelle ? Combien sont- elles ? Pourquoi sont-elles vulnerables et quelles sont les caracteristiques de cette vulnerabilite ? Comment connecter les programmes promouvant une production agricole accrue avec ce programme sur la reduction de la pauvrete et la lutte contre l’insecurite alimentaire.

En outre, compte tenu du poids important de la RDC en Afrique centrale et de l’Est, il est important d’integrer les actions dans les strategies regionales. Specifiquement en relation avec les activites de peche sur le fleuve Congo et dans les lacs naturels, des acteurs de plusieurs nationalites menent leurs activites de contribution a un meilleur approvisionnement en produits alimentaires. Le PNIA doit developper une composante en relation avec une facilitation de l’integration des pecheurs allochtones dans la production et le commerce des produits halieutiques nationaux.

La presentation du plan doit etre renforcee par des donnees contextuelles permettant de pouvoir statuer sur les niveaux courants de reference. Il doit aussi expliciter les mecanismes plus credibles des interrelations interministerielles avec les autres plans en cours (environnement, emploi, etc.) et avec les PTF.

C3.4 Pilier IV : Recherche agricole, generation et diffusion des technologies

3.4.1 Evolution et Reforme des Institutions et Services Agricoles

1. Renforcement des capacites des producteurs

Les producteurs doivent etre renforces grace aux connaissances, au controle des fonds et a la creation des organisations fortes de maniere a stimuler le developpement. Le PNIA de la RDC demontre la mesure dans laquelle les producteurs y compris les organisations et associations devraient etre impliques dans la planification et l’etablissement des priorites liees a la recherche et la vulgarisation, afin d’assurer leur pertinence et appropriation. Le PNIA propose donc plusieurs projets visant le renforcement des capacites techniques et organisationnelles des organisations paysannes, de la societe civile et du secteur prive. Le plan propose une serie d’actions destinees a :i )L’appui a la structuration des producteurs a la base et le renforcement des capacites organisationnelles des Organisations Paysannes (OP) au niveau local, provincial et national et des PME/PMEA ; ii) L’amelioration du cadre institutionnel et organisationnel des OP ; iii) Le renforcement des capacites techniques des producteurs agricoles ; iv) Le renforcement des capacites de conservation et de la transformation des produits agricoles ; v) Le renforcement des capacites commerciales des producteurs agricoles.

Recommandation

*•* L’accent doit etre place dans une plus grande participation des producteurs y compris les organisations / associations et des collectivites dans l’elaboration des politiques, l’etablissement des priorites, la mise en reuvre et le suivi-evaluation des activites de recherche les concernant.

1. La Recherche Agricole

La recherche agronomique en RDC est du ressort de l’INERA, qui travaille sous la tutelle du Ministere de l’Enseignement Superieur, Universitaire et de la Recherche Scientifique. La reconnaissance accordee a la recherche et au developpement dans le plan est clairement visible. Le PNIA a de bonnes intentions pour ameliorer la productivite agricole et la competitive par la recherche (Programme 3).

Cela se voit a partir des six composantes qui globalement s’occupe de la production, la conservation et la transformation des plantes, des animaux et des especes de la peche a savoir : i) Renforcement des structures de recherche ; ii) Gestion des connaissances ; iii) Developpement de nouveaux materiels genetiques des especes vegetales, animales et halieutiques ; iv) Developpement des technologies de gestion integree de la fertilite des sols ; v) Developpement des technologies integrees de protection phytosanitaire

et zoo sanitaire ; vi) Developpement des technologies de transformation des produits agricoles, carnes et halieutiques. L’equipe note avec satisfaction la proposition de creer un fonds de financement pour la recherche.

Cependant, le PNIA est moins explicite sur les details et est generalement descriptif avec de nombreuses questions laissees sans reponse. Certes, il existe plusieurs institutions publiques et privees sous le Systeme National de Recherche Agricole (SNRA). Lequel des centres de recherche doivent etre construits/ rehabilites et dotes de tous les equipements necessaires afin de devenir veritablement fonctionnel ? Il en est de meme avec le renforcement des capacites du personnel. Combien de scientifiques et personnel d’appui sont impliques dans la recherche ? Le PNIA ne donne pas des resultats et indicateurs mesurables. Aucune information de base n’est fournie pour connaitre les niveaux de productivite actuels des cultures. Ainsi, n’y a-t-il pas de cultures prioritaires ?

Le volet traitant les materiaux genetiques de plantes, d’animaux et du secteur halieutique ne semble pas accorder beaucoup d’attention au type de recherche devant deboucher sur une croissance elevee de la productivite agricole. Il n’est pas clair dans quel but cela servira autre que constituant un pool de genes au niveau national. Comment par exemple le materiel genetique sera-t-il utilise ? Quelles sont les activites de recherche en genetique qui seront entrepris a l’aide des banques de genes ? Comment les especes vegetales, animales et aquacoles locales seront ameliorees, et comment les varietes ameliorees seront- elles diffuses aux petits producteurs ? Quels sont les centres de recherche qui seront impliques et quelles ressources seront consacrees a cet volet ? L’equipe de revue constate l’absence notoire du secteur de la recherche forestiere.

Recommandations

* Les informations contenues dans le PNIA devraient etre plus explicites sur les details. L’equipe de revue propose un calendrier de la mise en reuvre des projets. En plus, il est important d’indiquer comment les programmes de recherche seront ameliores et comment les reformes institutionnelles seront prises pour ameliorer la performance des programmes. C’est pour ces raisons que les universites de recherche, les institutions de recherche et le MINAGRIDER devraient creer une veritable plateforme de concertation, des programmes de conception et de mise en reuvre ainsi que les programmes effectivement axes sur les besoins des producteurs.
* Les donnees de base actuelles et passees sur les productions vegetales, animales et halieutiques sont necessaires afin de demontrer comment les interventions pour ameliorer la productivite entraineront une croissance annuelle sur la periode d’investissement. Cette information combinee avec l’exercice de modelisation effectue par L’IFPRI donnera une image claire des produits strategiques prioritaires pour lesquels la valeur ajoutee de la recherche aideront a contribuer a la reduction de l’insecurite alimentaire et la pauvrete dans le pays.

1. La Vulgarisation Agricole

La transmission de l’information a l’utilisateur final et la sensibilisation sont essentielles pour la promotion de la technologie innovante, et le PNIA a l’intention d’executer certains programmes sous cet angle. Il permettra d’identifier toutes les decouvertes agricoles existantes, de produire des documents techniques, des clips audio et video, ainsi que d’organiser des foires sectorielles, territoriales, provinciales et nationales sur les innovations et les essais de demonstration des exercices regroupant des vulgarisateurs, des chercheurs et/ou des agriculteurs creatifs.

Selon les informations recueillies par l’equipe de revue, particulierement en echangeant avec les OP, un Service National de Vulgarisation (SNV) existe bien en RDC, mais de nom seulement et pas dans les faits, en raison d’une insuffisance criarde de moyens humains, materiels et financiers.



Recommandations

* Les experiences d’autres pays africains et ailleurs ont demontre que I’existence de services de vulgarisation au sein des ministeres ont ete largement inefficaces dans la prestation des services. Les problemes des lenteurs administratives et la corruption prennent generalement le dessus. Il est donc necessaire de promouvoir la creation/renforcement des initiatives privees des services de vulgarisation, en facilitant leur existence legale et les cahiers de charge au sujet. Les couts des services de vulgarisation devraient progressivement etre partages avec les collectivites locales, les associations d’agriculteurs, les partenaires agro-industriels et les producteurs eux-memes.
* Le mode d’intervention des services de vulgarisation doit etre fonde sur le principe de partenariat tenant compte du savoir endogene du producteur au lieu de la prescription traditionnelle descendante du vulgarisateur vers le paysan : Il doit y avoir un veritable processus d’apprentissage reciproque.

1. L’Education et la Formation

Ils sont essentiels en termes de formation et de professionnalisation des futurs producteurs agricoles. Le PNIA se propose de renforcer les institutions d’enseignement secondaire agricole, les instituts superieurs agricoles et de developpement rural et les institutions universitaires agricoles et veterinaires a travers les rehabilitations des equipements et des infrastructures de recherches et la renovation des programmes d’etudes.

Recommandations

* Renforcer les structures de formation des techniciens d’appui par des programmes pratiques et revoir les syllabus pour permettre de trouver des solutions innovantes aux contraintes de production et l’implication du MINAGRIDER a l’elaboration des programmes d’etude.
* Mettre en place des programmes de formation continue pour les travailleurs sur le terrain dans tous les secteurs concernes.
* Priorisation des femmes dans l’education compte tenu de leur role dans le secteur agricole.
* Salles de classe, des laboratoires, du materiel didactique, de fermes experimentales et tout autre equipement necessaire doivent etre reconstruits et equipes.
* Les instructeurs doivent etre mieux formes et leurs statuts revus.
  + 1. Financement de la recherche agricole, Vulgarisation et Education

Le budget pour la mise en reuvre des activites du PNIA sur la periode allant de 2013 a 2020 est estime a 5 730,8 millions US $. Moins de 20% (857 million US $) du budget a ete securise alors que le gap de 4873.5 million US $ devrait etre mobilise a partir de deux sources principales : Le gouvernement et les prets/dons provenant des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). De ce montant mobilise, la contribution du gouvernement est de 60 millions US $ (7%) et des PTF 797,3 millions US $ (93%). Cet important deficit de financement jette quelques doutes sur le caractere realiste du budget, ce qui rend incertain l’atteinte des objectifs du plan en temps reel.

L’equipe de revue felicite le gouvernement de la RDC qui a alloue 738,3 millions US $ soit 13% du budget total du PNIA pour la recherche, Vulgarisation et formation.

Recommandation

• Le Gouvernement de la RDC doit redoubler d’effort pour convaincre les Partenaires au Developpement pour une augmentation substantielle du budget en ciblant les interventions specifiques, de produire la conception des projets qui sont realisables et peuvent etre mis en reuvre, le suivi de leur mise en reuvre et de mettre en place des procedures credible du suivi et d’evaluation.

* + 1. Integration et coordination de l’Appui Financier

L’appui des partenaires au developpement dans la mise en reuvre du PNIA de la RDC est tres important. L’engagement pris par les PTF afin d’harmoniser leur soutien financier aux efforts deployes par les pays Africains a ete officialise dans la Declaration de Paris sur l’efficacite de l’aide. A en juger par les programmes en cours mis en place avec l’aide de GIBADER (Groupe Inter Bailleur Agriculture et Developpement Rural) en RDC, il est clair que ce soutien est progressivement integre et coordonne tel que preconise par le FAAP. Le souhait est que des concertations regulieres soient faites pour ameliorer la coordination et l’alignement de maniere a viser une meilleure execution/mise en reuvre du PNIA pour le bien ultime du peuple de la Republique Democratique du Congo.

C3.5 Questions transversales (Securite Alimentaire, Genre, VIH/SIDA, Environnement, Changement climatiques)

Les questions transversales « Securite Alimentaire, Genre (femmes, les jeunes, les enfants, les petits producteurs, d’autres couches vulnerables), les questions environnementales face aux changements climatiques » sont largement pris en compte dans le PNIA de la Republique Democratique du Congo. L’assistance aux groupes vulnerables et l’adaptation aux changements climatiques s’appuient sur trois sous- programmes **: (i)** Ameliorer la gestion de la securite alimentaire et nutritionnelle des populations et

constituer des reserves strategiques, (ii) Ameliorer la gouvernance agricole, promouvoir l’integration de l’approche genre et renforcer les capacites humaines et institutionnelles, (iii) Reduire la vulnerabilite du secteur agricole face aux changements climatiques**.**

Le VIH/SIDA n’est pas aborde dans le contexte et l’assistance des personnes affectees, notamment en milieu rural, meme s’il s’averait que son taux de prevalence serait eleve en RDC, notamment dans les zones ou les conflits sociaux sont exacerbes. A cet effet, un sous-programme de formation, d’information et de sensibilisation devrait etre prevu pour appuyer les personnes atteintes en milieu rural. Les activites de depistage volontaire peuvent etre aussi entreprises aupres des sujets vulnerables (professionnelles du sexe, les casernes, les milieux carceraux, les migrants, etc.) en vue de suivre l’etat de la question apres une meilleure connaissance de leur statut serologique.

Recommandations

* Mettre dans la composante « Assistance aux Groupes Vulnerables » un objectif specifique :

prevention et Gestion du VIH/SIDA ;

* Realiser une etude sur la situation de reference du VIH/SIDA en RDC en mettant l’accent sur

l’affectation de la capacite de travail en milieu rural.

C3.6 Cadre de suivi evaluation

Le PNIA entend mettre en place un Cadre de Suivi - Evaluation a deux niveaux complementaires :

^ **au niveau operationnel** par la mise en reuvre d’un systeme de suivi evaluation des projets et programmes oriente vers les resultats pour informer le Comite Technique (CT) et les Comites Provinciaux de Pilotage (CPP) ;

^ **au niveau strategique** par le renforcement du systeme de statistiques agricoles, la mise en place du nreud SAKSS et l’organisation annuelle d’une revue sectorielle conjointe.

De toute facon, les activites de suivi de la mise en reuvre de la strategie reposeront sur les trois (3) sous - systemes actuels bien distincts mais complementaires (Suivi des conditions de vie des menages ; Suivi de l’execution des programmes et projets ; Evaluation d’impact des politiques et programmes). Dans ce cadre, la revue technique independante recommande au Gouvernement de la RDC d’elaborer un manuel de suivi- evaluation pour definir la repartition des roles et responsabilites entre les differents acteurs intervenants dans le secteur et les mecanismes dont notamment :

* **Le suivi de I’execution des programmes** qui portera sur le traitement des donnees collectees pour alimenter, de facon reguliere, le systeme ;
* **Le suivi de I’impact de la mise en ^uvre du PNIA** qui porte sur la revue annuelle des progres au niveau national et provincial. Il est preferable que ce suivi soit externalise et confie a une structure independante.

**Composante 4: Alignement avec les engagements du pays**

***C4.1 Priorisation au sein du plan d’investissement***

Le PNIA de la Republique Democratique du Congo accorde une large priorite au developpement des filieres agricoles et a l’agrobusiness. Une priorite absolue est accordee a juste titre a la stabilisation et l’accroissement des sources de revenus des menages pour leur permettre d’investir dans la croissance de la production et la productivite agricoles.

Recommandations

1. en raison des retards en matiere d’infrastructures et de desenclavement des zones de production en RDC, la realisation de nouvelles infrastructures agricoles et rurales, notamment de developpement des marches agricoles, devait etre traitee en tant que programme a part entiere ;
2. la promotion de l’investissement prive en milieu rural et le developpement du commerce regional doivent etre parmi les priorites de ce programme d’investissement.

***C4.2 Mise en relation avec les programmes / projets deja existants***

Les Partenaires Techniques et Financiers du secteur rural de la RDC participent actuellement au financement de plusieurs projets de developpement agricole qui entrent en droite ligne avec les sous - programmes du PNIA. C’est pourquoi, ils ont ete capitalises dans les ressources acquises du PNIA jusqu’en 2020, terme de la premiere phase du PNIA. Les montants alloues a ces projets et programmes ont ete capitalises dans la budgetisation du PNIA et representent les montants acquis.

Cet exercice, qui demontre une bonne synergie entre le PNIA et les projets et programmes en cours, devrait etre reactualise avec la base de donnees des PTF sur les engagements en cours et les projets d’assistance au pays. Toutefois, le MINAGRIDER malgre son effort d’eclatement des financements acquis par province, devrait presenter un tableau de synthese reactualise montrant les financements acquis et les gaps a rechercher a l’effet de faciliter l’organisation de la reunion d’affaires sur le financement du PNIA. Sur un budget previsionnel de **5.730,8 millions de $ US**, les engagements actuels des Partenaires Techniques et Financiers ne representent que 15% dudit budget, degageant ainsi un gap d’environ 85% des besoins de financement du PNIA. Ainsi, il est necessaire d’interesser davantage de bailleurs de fonds non traditionnels de la RDC au financement de l’agriculture et de mieux evaluer la participation du secteur prive au financement du PNIA pour mieux apprecier le gap reel de financement.

***C4.3 Lien avec la Politique Agricole Regionale du COMESA et ses instruments de mise en auvre***

Le PNIA traite tres peu des questions liees a l’acces aux marches regionaux, a la facilitation du commerce et a la politique commerciale. Le lien avec le Programme Regional d’Investissement Agricole et de Securite Alimentaire du COMESA, l’Accord Tripartite COMESA - SADC - EAC qui va couvrir les 26 pays membres de ces trois Organisations Inter - Gouvernementales, sans oublier le Programme Regional de la CEEAC et de la SADC et les attentes du pays par rapport a ces cadres regionaux ne sont pas explicites dans le PNIA. Bien que la RDC s’inscrit dans le processus PDDAA dans espace COMESA, l’impact qu’elle espere de l’integration regionale en termes de desenclavement, de commerce, d’innovation, de croissance et de reduction de la pauvrete n’est pas non plus explicite dans le PNIA. Durant la premiere phase de mise en reuvre du PNIA, il n’est pas envisage de lever les barrieres non tarifaires au commerce regional, la facilitation de la libre

circulation des personnes et des biens et les entraves reglementaires et techniques aux transferts d'argent au sein de la sous-region COMESA.

Recommandations

1. Clarifier les instruments (coordination et operationnalisation) et les roles des differents groupes (Gouvernement, secteur prive, Organisations de Producteurs, Societe Civile) afin de tirer profit de l'integration regionale ;
2. Preciser les effets escomptes et les objectifs de l'integration regionale qui permettront de clarifier et justifier le choix des actions prioritaires de la RDC en vue de faciliter l'integration regionale ;
3. Participer a la definition des programmes regionaux en Afrique Centrale, Australe et Orientale a I’effet de mieux apprecier leur impact sur les programmes nationaux des pays membres.

*C4.4.* ***Identification des reformes politiques et de leurs implications***

La mise en reuvre du PNIA aura des implications pour les politiques publiques de developpement agricole et rural a travers notamment plusieurs reformes envisagees :

* Implications du PNIA par rapport aux questions institutionnelles avec la restructuration du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural, et notamment les Services Deconcentres de l’Etat vue la volonte de decentraliser la mise en reuvre du PNIA ;
* Implications du PNIA par rapport a la politique du Gouvernement en matiere d’inclusion du genre : eue egard a l’importance du role des femmes dans le secteur agricole (production, transformation, commercialisation et amelioration de la situation nutritionnelle) et face aux inegalites criardes entre les hommes et les femmes ;
* Implications du PNIA par rapport a la politique en matiere de gestion des ressources naturelles, d’environnement et des changements climatiques ;
* Implications du PNIA par rapport a la Politique Fonciere : en mettant l’accent sur l’elaboration d'un code rural adapte incitatif aux investissements, permettant une bonne gestion de l'espace agro- sylvo-pastoral par les differents operateurs (agriculteurs, eleveurs, chasseurs) tout en preservant les ressources naturelles constitue une reforme majeure pour la mise en reuvre du PNIA ;
* Implication du PNIA par rapport a la reforme de l’approche en matiere de recherche et d’enseignement agricoles, qui mettrait plus d’accent sur l’integration du savoir endogene des producteurs et la promotion d’equipes mixtes recherche-vulgarisation. Au besoin, l’INERA et les institutions de formation agricole seraient integrees sur un plan fonctionnel sous les tutelles conjointes de plusieurs departements ministeriels ;
* Implications du PNIA par rapport a la Politique Commerciale de la RDC, membres de trois Communautes Economiques Regionales (COMESA, CEEAC et SADC).

**Composante 5: Realisme de I’operationnalisation**

***C5.1 Durabilite des arrangements pour la mise en auvre***

La mise en reuvre du PNIA en RDC repose sur un dispositif de coordination au niveau national avec le Comite de Pilotage et le Comite Technique et au niveau de chaque Province des Comites Provinciaux de Pilotage. Le Comite National de Pilotage sera preside par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et reunira tous les Ministeres Techniques impliques dans l’execution du PNIA. Le Chef de file des PTF, ainsi que les Presidents des faitieres des Organisations Paysannes siegeront dans ledit Comite. La revue technique independante salue l’effort des Autorites de la RDC d’impliquer les acteurs au niveau le plus eleve possible de Coordination et de mise en reuvre.



Par contre, le Comite Technique assurera le pilotage operationnel de I’ensemble des programmes et projets du PNIA. Il sera I’instance technique du Comite de Pilotage et sera copreside par les Secretaires Generaux de l’Agriculture, Peche et Elevage et du Developpement Rural et integre egalement les Secretaires Generaux des autres Ministeres Techniques impliques, les Representants des faitieres des Organisations Paysannes, de la Societe Civile et du Secteur Prive, ainsi que des PTF. A l’effet de mieux materialiser le caractere decentralise de la mise en reuvre du PNIA, des Comites Provinciaux de Pilotage (CPP), places sous l’autorite du Ministre Provincial en charge de l’Agriculture et du Developpement Rural, avec pour mission generale d’orientation strategique et de pilotage technique des Plans Provinciaux d’Investissement Agricoles (PPIA).

La principale modalite de mise en reuvre des actions pre identifiees dans les composantes du PNIA sera une approche projet. La gestion des financements entrant dans le cadre de projets restera specifique aux procedures de chaque partenaire. Toutefois, l’harmonisation des conditions de mise en reuvre, des objectifs poursuivis ou des codes de financement sera systematiquement developpee.

Recommandations

a) Poursuivre le caractere inclusif du PNIA, notamment a la mise en reuvre en integrant les acteurs impliques a tous les niveaux de coordination et de mise en reuvre du Programme.

C5.2 Evaluation des institutions

Le PNIA revele que d’une maniere generale, les structures du MINAGRIDER sont confrontees a des problemes d’insuffisance en ressources humaines, de competences techniques et capacites d’intervention, et d’obsolescence et/ou absence de normes et de procedures d’intervention. La reussite de la mise en reuvre du Programme dependra en grande partie des dispositions qui seront prises pour corriger ces insuffisances. Bien que le PNIA precise les besoins en renforcement des ressources humaines et des capacites techniques des structures chargees de son pilotage et de sa mise en reuvre, une evaluation institutionnelle du secteur rural est necessaire. L’objectif global de cette evaluation institutionnelle est de contribuer a la mise en reuvre du PNIA, au travers d’une meilleure adequation de l’administration du secteur rural aux processus de decentralisation, deconcentration et devolution de certaines missions de service public a des acteurs non etatiques.

Recommandations

1. Prevoir une evaluation institutionnelle de toutes les structures tant publiques que privees intervenant dans le pilotage et la mise en reuvre du PNIA.
2. Et sur la base de cette evaluation et de l’identification des besoins en renforcement des capacites, elaborer un plan de renforcement des capacites existantes et de recherche de capacites additionnelles

C5.3 Plan de financement indicatif

Le financement actuellement disponible pour le PNIA ne represente que 15% des besoins de financement. Pour rappel, le budget total du PNIA est de 5 730,8 millions de Dollars US, soit en moyenne 716,35 millions de Dollars US par an. A titre de comparaison, entre 2010 et 2013, les investissements totaux au profit du secteur agricole ont varie entre 115 et 300 millions de dollars US ; le budget du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural entre 6 et 26 millions de dollars US et la contribution des PTF entre 26 et 232 millions de dollars US. Les besoins de financement du PNIA representent une augmentation substantielle du budget de l’agriculture comprenant le budget du Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural et les financements des PTF des projets et programmes agricoles.

Cependant, en raison du gap important de financement du Programme National d’Investissement Agricole de la Republique Democratique du Congo, il faudrait envisager d’interesser davantage les Bailleurs de Fonds

traditionnels au financement dudit programme, chercher de nouveaux partenaires strategiques et mieux evaluer la contribution reelle de I’ensemble des acteurs avant I’organisation de la reunion d’affaire sur le PNIA (Business Meeting).

Recommandations

1. evaluer la contribution de tous les acteurs pour mieux apprecier le gap reel de financement,
2. indiquer les mecanismes qui seront utilises pour mobiliser les ressources additionnelles ou les mesures a prendre en tenant compte de la priorisation deja effective,
3. mesurer le niveau de contribution reelle de l’Etat sur fonds propres pour mieux suivre le respect des engagements de Maputo.

C5.4 Revue des depenses publiques du secteur agricole

Le Programme d’Investissement stipule que les ressources publiques allouees a l’Agriculture ont rarement depasse 3% du budget de la RDC au cours des dernieres annees, mais il faudrait la combinaison des budgets des Ministeres et Agences Specialisees dans le Developpement Rural pour avoir une indication plus precise de la part du budget national alloue au secteur agricole et rural. Toutefois, pour suivre l’evolution du respect de l’engagement de Maputo, il faudrait cibler les depenses publiques directes dans le secteur Agricole a savoir l’agriculture, l'elevage, la peche et la foresterie.

Recommandations

1. completer le document avec les taux d’execution des depenses et les contraintes identifiees en termes de capacite d’absorption,
2. mettre en place des outils de suivi des depenses sectorielles pour mieux apprecier la part du budget public allouee a l’Agriculture.

C5.5 Capacite de gestion des ressources publiques

Le dispositif institutionnel prevu pour la mise en reuvre du Programme National d’Investissement Agricole devrait permettre de limiter les insuffisances en matiere de gestion des ressources publiques liees au manque de coordination des interventions dans le secteur entre les Ministeres et les autres acteurs. De meme, l’approche adoptee pour le pilotage et la mise en reuvre devra permettre d’ameliorer la gestion des ressources publiques.

En effet, le PNIA sera mis en reuvre dans une approche projet avec des procedures specifiques de chaque bailleur de fonds. Le defi sera de s’accorder sur des mecanismes de financement et de decaissement complementaires qui i) garantissent une gestion fiduciaire de qualite, ii) facilitent une fluidite des decaissements des differentes sources, iii) soient acceptables par les differentes parties et donc compatibles avec leurs procedures specifiques.

C5.6 Evaluation des risques

Le Plan d’Investissement a mis en exergue un certain nombre des risques lies a la multiplicite des programmes, sous - programmes et activites a realiser. Les principaux risques susceptibles d’entraver la mise en reuvre du PNIA sont lies : (i) a la faible capacite institutionnelle et humaine pour une planification et une mise en reuvre efficiente des programmes et projets, (ii) a la faible capacite de mobilisation des ressources financieres externes, (iii) au manque d’information des parties prenantes quant au processus de mise en reuvre, (iv) a la persistance des crises socio politiques dans le pays, (v) a la persistance des crises economiques et financieres internationales, (vi) a la crise energetique et a la volatilite des cours mondiaux des produits agricoles, (vii) a la non coordination des interventions et la non harmonisation des procedures des PTF dans leur appui au developpement, (viii) a la mauvaise gouvernance et au faible niveau de



transparence dans la gestion administrative, (ix) a la mevente des produits agricoles, (x) aux aleas climatiques et (xi) a l’insecurite fonciere.

Toutefois, parmi les risques analyses dans le PNIA, les problemes fanciers doivent etre regles en toute urgence a travers l’adoption d’un code fancier a I’effet d’attenuer les problemes d’insecurite fonciere et de faiblesse de I’investissement prive en milieu rural. De facon generale, dans la mise en reuvre du PNIA, les principaux risques identifies seront lies : i) au non-respect des engagements pris dans le cadre de la Charte PDDAA et la rupture des engagements de financement, ii) au non-respect de l’engagement de Maputo, iii) aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles.

De facon plus specifique, une observation de la situation agricole actuelle dans l’ensemble du pays montre l’existence de nombreux problemes/contraintes qu’il faudra surmonter durant la mise en reuvre du PNIA de facon a ameliorer substantiellement la production agricole et halieutique et a assurer la securite alimentaire. Le PNIA etant un programme sectoriel qui utilise des ressources naturelles pour creer de la production agro-sylvo-pastorale, generera des impacts sur l’environnement dont il faut definir les mesures de mitigation.

C5.7. Etude d’impact economique et financier

Compte tenu des moyens importants necessaires a la mise en reuvre du PNIA, il convient de s’interroger sur sa rentabilite economique. Un critere communement utilise est la Valeur Actuelle Nette (VAN). Les investissements a realiser pour les infrastructures se justifient par les besoins de maitrise de l’eau, de la transformation des produits agricoles et animaux, d’acces aux marches locaux, nationaux et internationaux.

C5.8. Estimation du financement du secteur prive

Le PNIA comporte des investissements directement productifs, notamment dans les filieres de production animale, de la peche et l’aquaculture, et des productions vegetales. Avec le desengagement de l’Etat des activites marchandes et la privatisation des entreprises publiques, ces financements devraient passer dans le circuit bancaire classique et le systeme de la micro-finance. La mission de revue technique independante recommande a la RDC de faire une evaluation exhaustive des financements directement productifs dans le PNIA pour un montage de lignes de credit revolving permettant de toucher le maximum de producteurs. Ces lignes de credits pourraient etre alimentees par le Gouvernement, les Partenaires Techniques et Financiers, le Secteur Prive, les Organisations de Producteurs et des retenus et taxes sur la commercialisation des produits agricoles. Les negociations avec les Banques commerciales interessees par la gestion des lignes de credits devraient se focaliser sur les garanties (fonds de garantie des credits octroyes), la bonification des taux d’interet et l’accessibilite des credits aux petits producteurs a l’aide de mecanismes innovants de financement et de gestion des risques.

Conclusions de la revue et recommandations

La revue technique independante salue les efforts de la Republique Democratique du Congo dans la reflexion strategique pour la mise en reuvre coherente du Programme National d’Investissement Agricole qui cadre avec les principes forts du PDDAA. Cependant, pour une mise en reuvre vigoureuse et rapide de la strategie, a travers une operationnalisation et un demarrage rapide de l’execution du programme, la revue technique independante recommande d’integrer dans cette premiere phase du PNIA :

^ l’amelioration des infrastructures rurales pour soutenir la production, la transformation, le transport

et la commercialisation des produits agricoles ;

^ le developpement des filieres agro-forestieres (bois et produits de cueillette entre autres) en

exploitant au mieux les potentialites du pays dans ce domaine ;

^ le developpement du secteur prive agricole a travers la promotion de l’investissement prive en milieu

rural et le developpement de Partenariats Public - Prive et d’alliances prive - prive ;

^ la mise en place de lignes de credits pour la prise en charge des financements directement productifs

au niveau des banques commerciales disposees a les accueillir et du systeme de la micro-finance, notamment decentralisee ;

^ le developpement des marches agricoles nationaux et regionaux a I’effet de tirer un meilleur profit

de l’integration regionale et des potentialites du commerce regional ;

^ la realisation d’etudes d’impact environnemental et social avec la mise en reuvre des sous -

programmes et composantes du PNIA ;

Par ailleurs, la Revue Technique Independante marque son accord sur la priorite accordee au developpement des filieres agro - pastorales et halieutiques et recommande de reconsiderer la nouvelle repartition des sous - programmes a l’effet de simplifier la presentation du PNIA. L’equipe de revue felicite le Gouvernement de la RDC pour le caractere inclusif de la preparation du PNIA et l’encourage a poursui vre cette implication de tous les acteurs notamment a la mise en reuvre. La volonte de decentraliser la mise en reuvre du PNIA avec la formulation de PPIA est appreciee a sa juste valeur. Toutefois, en raison du gap de financement relativement important, il faudrait envisager d’interesser davantage de Partenaires Techniques et Financiers au financement du PNIA, notamment des bailleurs de fonds non traditionnels et le secteur prive agricole national et international.

Annexe 1: Guide du PDDAA post-Compact

Annexe 2: Modele de feuille de route de post revue PDDAA

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Plan National d’Investissement Agricole et de Securite Alimentaire** | **Activites et reperes** | **Point** | **Juil 2013** | **Aout Sept Oct Nov Dec Jan**  **2013 2013 201 201 201 2014**  **3 3 3** | **Commentai res et suivi** |
| **Composante 1:** | **Alignement sur la vision du PDDAA, les principes et elements de la strategie** | | | | |
| **[Identification de la problematique]** | • **[liste**  **des actions specifiqu es a entrepre ndre]**  • | [liste des responsables  ] | [indiqu er les dates butoire s] |  |  |
|  | •  • |  |  |  |  |
| **Composante 2: Coherence avec la croissance a long terme et les options de reduction de la pauvrete** | | | | | |
|  | •  • |  |  |  |  |
|  | • |  |  |  |  |
| **Composante 3: Adoption des meilleures pratiques et l'inclusion des principaux elements du** | | | | | |
| **programme** |  |  |  |  |  |
|  | •  • |  |  |  |  |
|  | •  • |  |  |  |  |
| **Composante 4: A** | **ignement sur** | **les engagements des pays** | | |  |
|  | •  • |  |  |  |  |
|  | •  • |  |  |  |  |
| **Composante 5: Realisme operationnel (comprenant le renforcement des institutions et des** | | | | |  |
| **competences)** |  |  |  |  |  |
|  | •  • |  |  |  |  |
|  | •  • |  |  |  |  |



|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **REPARTITION DES RESPONSABILITES** | | | | | |
| **Suivi**  **Evaluation/Analy se des politiques** | *•*  *•* |  |  |  |  |
|  | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **ORGANISATION DE LA MISE EN reuvre** | | | | | |
| **GAFSP (Global Agriculture and Food Security Programme Multi-Donor Trust FUnd)** | *•*  *•* |  |  |  |  |
|  | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **EVALUATION DES COUTS : QUESTIONS EN SUSPENS** | | | |  | |
| **Evaluation des couts des programmes** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **Presentation du plan de fiancement** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **NOTE CONCEPTUELLE DU GAFSP** | | | | | |
| **Developpement de la note conceptuelle** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **BESOINS D’ANALYSES COMPLEMENTAIREJ** | | | s | | |
| **Analyse des beneficiaires** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **Analyse cout benefice** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **Priorisation des Programmes** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **Mise en coherence avec les autres strategies et programmes agricoles** | *•* |  |  |  |  |
| **Analyse des politiques sectorielles** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **Evaluation d’impact environnemental (le cas echeant)** | *•*  *•* |  |  |  |  |
| **Prise en compte de la question du genre** | *•*  *•* |  |  |  |  |

